

avril/août 2010

*Fiche de l'Irsem n° 4*

# **Le conflit afghan : panorama des analyses des spécialistes de sciences sociales**

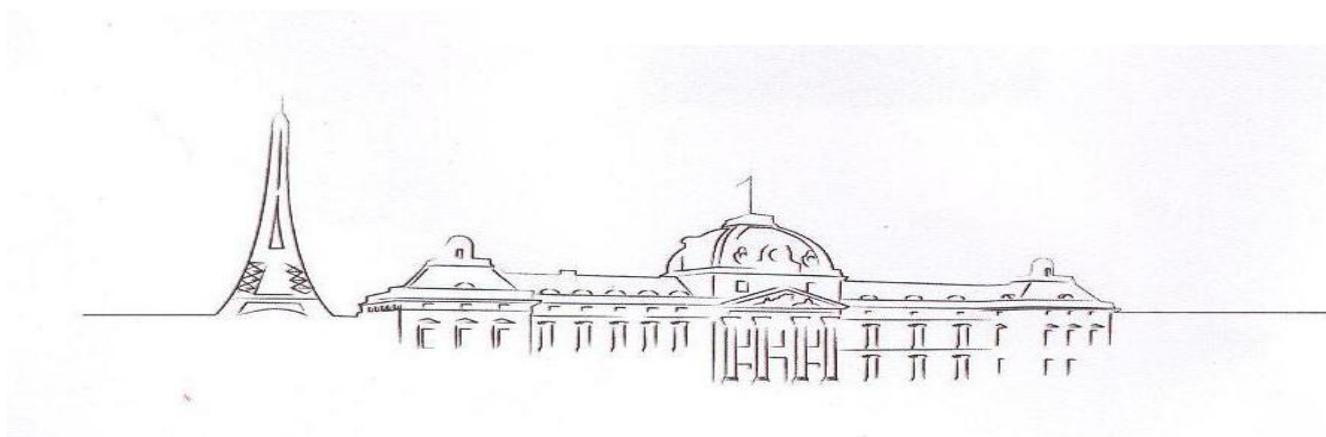
Camille SICOURMAT

Pour citer ce document :

Camille Sicourmat, " Le conflit afghan : panorama des analyses  
des spécialistes de sciences sociales "

*Fiche de l'Irsem n° 4*, avril/août 2010, 39 pages

<http://www.irsem.defense.gouv.fr/spip.php?article74>



---

**avril/août 2010**

Les diverses dimensions de la crise afghane, les enjeux qu'elle soulève et les rapports de force qui la sous-tendent, sont autant d'objets d'étude dont les réflexions académique et militaire se sont emparés au cours du conflit. Depuis 2006 particulièrement, la coalition est confrontée à une recrudescence des violences tandis que la contamination du Pakistan par les radicaux islamistes se confirme. La situation impose rapidement une évaluation de l'action de la coalition. La réflexion amorcée par le commandement de la Force internationale d'assistance et de sécurité (Fias) pour redéfinir la stratégie en 2009 s'est accompagnée d'une production de travaux abondante dans les sphères militaires et académiques en Europe, outre-Atlantique ou encore en Asie centrale. Diagnostic des difficultés et des failles de la stratégie, mise en perspective du conflit dans son contexte macro ou encore propositions d'alternative sont autant de clés d'interprétation accessibles à l'observateur du conflit qui se déroule en Afghanistan. Ce document, consacré aux publications récentes des experts civils et militaires du conflit afghan, se propose de rendre compte de l'état des connaissances sur la situation comme des pistes de réflexion investies par la recherche. Un premier volet de ce document est tout d'abord consacré au diagnostic que dressent les experts des difficultés rencontrées sur le terrain militaire et politique par la coalition depuis 2006. Les démarches innovantes entreprises par cette dernière pour dépasser le blocage dans lequel elle se trouve ont fait l'objet d'une attention particulière dont nous rendrons compte dans un deuxième temps. La réflexion engagée par le commandement militaire et politique des forces américaines pour établir une nouvelle stratégie en 2009 s'est accompagnée dans les sphères civiles américaine et européenne d'un débat intense. Le dernier volet de ce document s'intéressera à la genèse de cette nouvelle stratégie, aux observations qu'elle a suscitées mais aussi aux pistes proposées pour la compléter, voire la dépasser.

avril/août 2010

Volet n°1 :

## 2009 : La coalition et l'Etat afghan dans l'impasse

Avril 2010

La reconstitution de l'ennemi au cours des premières années du conflit confronte la coalition à une recrudescence des violences particulièrement visible en 2006. L'autorité de l'État afghan est de fait, de plus en plus contestée sur le territoire tandis que toute démarche de développement est mise à mal par l'insécurité. Le général McChrystal nommé en juin 2009 à la tête de la coalition, entame une évaluation de la situation sur le terrain dès le tout début de son mandat à la demande du Président Obama. La communauté des observateurs du conflit, qu'ils soient militaires ou chercheurs, ont parallèlement analysé et commenté largement les évolutions récentes de la situation. Aussi, il convient d'observer dans un premier temps l'état de la connaissance sur l'environnement de la coalition. Ce premier volet est ainsi consacré à l'état de la gouvernance et à la situation sécuritaire en Afghanistan, aux difficultés que rencontre la coalition dans ces domaines et aux réticences exprimées par les opinions publiques occidentales pour cet engagement militaire.

### LA RÉSISTANCE DE L'INSURRECTION <sup>1</sup>

La reconstitution de l'insurrection depuis 2002 puis sa progression à partir de 2006 malgré la victoire de 2001 contre le régime taliban, appelle une meilleure connaissance de l'ennemi, de son profil, de ses moyens et de ses modes opératoires.

#### L'ennemi progresse

L'insurrection afghane se constitue progressivement à partir de 2003 où elle développe pendant 4 ans des racines profondes dans le sud de l'Afghanistan. En 2004, l'insurrection est présente dans l'est du pays (province de Logar). Pourtant, jusqu'en mars 2006 où les insurgés créent la surprise, la coalition et le gouvernement afghan ne considèrent pas que l'insurrection soit capable de se battre dans des combats de grande ampleur. À partir de mai 2006, les taliban lancent sur plusieurs jours des attaques conjointes dans quatre provinces, impliquant jusqu'à 1 000 combattants.<sup>2</sup>

L'Otan estime que les territoires affectés par l'insurrection ont alors quadruplé. À partir de l'été 2006, les rapports de force sont localement favorables aux taliban dans le sud. En Helmand, les Britanniques se heurtent à une résistance acharnée qui les pousse à passer des accords de cessez-le-feu avec les taliban. Au cours de septembre 2006, 10 000 soldats de la Fias sont mobilisés pour en découdre avec l'insurrection qui tente de prendre Kandahar. Des renforts insurgés arrivent alors du Pakistan. À l'est, comme au sud, l'insurrection garde l'initiative stratégique.

<sup>1</sup> Nous utiliserons ici le terme « insurrection » retenu par la coalition tout en précisant que la France privilégie le terme de « rébellion »

<sup>2</sup> RASHID, Ahmed, *Le retour des taliban*, Paris, Delavilla, 2009, p.286.

## avril/août 2010

Le conflit commence à se généraliser vers l'ouest et le nord. Les insurgés atteignent des provinces du centre de l'Afghanistan telles que Ghor au début 2007 et se rapprochent de plus en plus de Kaboul. La sécurité dans la région occidentale d'Hérat en 2008 est fragile et les attentats contre les forces allemandes au nord se développent. En mars 2007, les parties en présence se trouvent dans une impasse explique David Kilcullen : les insurgés n'ont pas la capacité de défier les États-Unis et la coalition sur le champ de bataille tandis que la coalition ne peut endiguer la progression géographique des insurgés ni contrôler la population. Finalement, malgré les défaites tactiques (élimination de chefs de l'insurrection, offensives contrées dans plusieurs régions), les insurgés accomplissent des progrès stratégiques qui les amènent en 2008 à étendre leur influence sur le territoire et à augmenter le niveau de violence.

À partir de 2008, les insurgés tentent pour la première fois de couper les lignes de ravitaillement des troupes américaines et alliées et de planifier des opérations contre des cibles de haut niveau. Ils créent ainsi un « moment psychologique » en leur faveur. En janvier de cette même année, les insurgés commettent un premier attentat à Kaboul sur le modèle des guérilleros du Cachemire, ce type d'attentat se reproduira toute l'année par la suite et marquera la montée en puissance des taliban. En 2008, moins d'un tiers du pays reste sous le contrôle du gouvernement.

GIUSTOZZI, Antonio, « Comment les taliban regagnent le terrain », *Alternatives Internationales*, juin 2008, n°39.  
GIUSTOZZI, Antonio, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, London, Hurst and Company, 2008.  
KILCULLEN, David, *The accidental Guerilla, Fighting Small Wars in the Midst of a Big One*, Oxford University Press, USA, 2009.  
RASHID, Ahmed, *Le retour des taliban*, Delavilla, Paris, 2009.  
SHAHZAD, Syed Saleem et al., « République d'Afghanistan - Bilans annuels de 1983 à 2010 », dans *L'état du monde*, La Découverte, Paris, 2010.

### La difficile définition de l'insurrection

L'insurrection actuelle correspond à la troisième génération des taliban (la première est celle qui a été vaincue en 2001, la seconde correspond au mouvement qui se reconstitue en 2003).

Selon David Kilcullen, les insurgés chercheraient moins l'effondrement de l'État afghan que l'émergence d'un émirat islamique du grand Pachtounistan à cheval sur les frontières afghane et pakistanaise. Pour Gilles Dorronsoro, le mouvement constitué en opposition au gouvernement de Kaboul et à la coalition, trouve ses motivations dans la défense de valeurs menacées telles que la morale, la religion et l'indépendance nationale. Le mouvement serait donc éloigné de considérations économiques. Il s'agit d'un mouvement essentiellement nationaliste dont il est difficile d'évaluer la proximité avec Al Qaida qui a un agenda beaucoup plus large que les taliban.

David Kilcullen présente cette troisième génération comme une force efficace, bien organisée et bien équipée, dont les chefs sont expérimentés, les combattants disciplinés et motivés. Elle dispose d'un armement amélioré et de meilleures compétences de combat, de reconnaissance et de collecte de renseignements. Toutefois, Kilcullen identifie certaines failles : leur base tribale pachtoune limite leur attractivité auprès des autres ethnies (ils peinent d'ailleurs à séduire les *fence-sitters*, ces indécis qui peuvent collaborer autant avec la coalition qu'avec l'insurrection), ils font souvent preuve d'un manque de discrétion lors de leurs mouvements et suivent des routines préétablies qui permettent d'anticiper certaines de leurs actions.

#### Composition

Il est difficile d'évaluer les effectifs de l'insurrection car la définition même de l'insurrection talibane est délicate. Pour David Kilcullen, les insurgés étaient entre 32 000 et 40 000 mi-2008, 25% de ces effectifs opéraient à temps plein (soit 250 à 400 taliban à temps plein par province).<sup>3</sup> Antonio Giustozzi de son côté estime à 17 000

3. KILCULLEN, David, *The accidental Guerilla*, op.cit., p. 49.

## avril/août 2010

le nombre d'insurgés durs et à 2 000 le nombre de combattants étrangers en 2008.<sup>4</sup> Pour Gilles Dorronsoro, l'insurrection compte 30 000 membres au premier trimestre 2010.<sup>5</sup>

Certains chefs de l'insurrection ont trouvé la mort ces dernières années : le mollah Dadullah en mai 2007, Baitullah Mehsud (chef du mouvement *Tehrik-i-taliban Pakistan*) et Tahir Yuldashev (chef du Mouvement islamique d'Ouzbékistan –MIO-) en août 2009. Le mollah Bakht et le mollah Baradar, figures militaires des taliban afghans, ont par ailleurs été capturés par les forces pakistanaises en février 2008 et février 2010 respectivement mais le leader, le mollah Omar reste introuvable. Pour de nombreux auteurs, il est difficile d'évaluer à quel point ces pertes ont affecté le fonctionnement de l'insurrection.

L'insurrection actuelle n'est pas monolithique, il s'agit plutôt d'une association dissolue de différents réseaux de commandement dont les intérêts peuvent se chevaucher et qui peuvent avoir des degrés d'adhésion divers envers la direction du mouvement taliban. L'unité du mouvement taliban afghan fait également l'objet de débat. Pour certains chercheurs, tel le *Crisis Group*, les messages contradictoires émis par la propagande talibane sous entendent des rivalités internes et une nature diffuse de l'insurrection. Gilles Dorronsoro quant à lui, estime que le mouvement taliban est un mouvement d'envergure nationale, relativement centralisé et idéologiquement cohérent. Il rappelle que l'autorité du mollah Omar n'a jamais été remise en question publiquement et que selon lui le mouvement n'a pas connu de divisions internes.

Plusieurs profils de membres de l'insurrection sont distingués dans les analyses. En voici, les principaux :

- les anciens membres du régime taliban dirigés par le Mollah Omar
- les jeunes taliban candidats à l'attentat-suicide formés dans les madrassas pakistanaises (ils ressemblent aux taliban des origines)
- le Hizb i-Islami Gulbuddin (HiG) de Gulbuddin Hekmatyar
- le réseau Haqqani mené par Serajuddin Haqqani qui agit dans la région du Parachinar
- des « taliban » pakistanais : le *Tehrik-i-taliban Pakistan (TTP)*, les combattants liés à Hafiz Gul Bahadur et au mollah Nazir, le *Tehrik-e-Nifaz-e-Shariat-e-Mohammadi (TNSM)*.
- des éléments d'Al Qaida
- des combattants pakistanais, ouïghours, tchéchènes, du Golfe etc.
- des laissés-pour-compte afghans (jeunes sans emplois, membres de tribus frustrés par la nouvelle donne nationale)

Les auteurs ne retiennent pas forcément toutes ces catégories dans leur typologie. Ainsi, les définitions de l'appellation « **néo-taliban** » divergent. Pour William Maley, les néo-taliban incorporent ceux qui restent des vieux taliban sous la direction de Mollah Omar mais aussi Gulbuddin Hekmatyar et ses soutiens, le réseau Haqqani et des éléments d'Al Qaida. Pour Ahmed Rashid en revanche, le croisement des renseignements afghans, américains et otaniens aboutit à une définition comprenant des chefs extrémistes durs liés à Al Qaida, des combattants recrutés au Pakistan et les marginalisés évoqués plus haut.

Par ailleurs, la forme du mouvement varie également sur les différentes parties du territoire selon David Kilcullen. Au sud, le commandement est plus ou moins unifié autour de la choura de Quetta qui accueille le cœur du leadership du régime taliban en exil au Balouchistan. Dans l'est, l'insurrection est plus hétérogène et forme une coalition souple composée de groupes extrémistes tels que Laskar e Tayyba (LeT), du Hizb i Islami Gulbuddin (HiG), Tehreek-e-Nafaz-e-Shariat-e-Mohammadi (TNSM), Al Qaida, Tehrik-e Taliban Pakistan (TTP).

Quoi qu'il en soit, les analystes s'accordent généralement à distinguer un noyau dur de l'insurrection talibane, minoritaire, et une large proportion de combattants dont la motivation est moins idéologique que pragmatique (opportunisme ou obligation).

4. GIUSTOZZI, Antonio, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, London, Hurst and Company, 2008, p.34.

5. DORRONSORO, Gilles, « Afghanistan, Searching for Political Agreement », Carnegie Endowment for International Peace, avril 2010, p. 8. [http://www.carnegieendowment.org/files/searching\\_polit\\_agreement.pdf](http://www.carnegieendowment.org/files/searching_polit_agreement.pdf) (consulté le 29 avril 2010).

avril/août 2010

DORRONSORO, Gilles, «Le mouvement des Taleban en Afghanistan», *Cemoti*, n° 19.  
<http://cemoti.revues.org/document1708.html> (consulté le 8 avril 2010).  
DORRONSORO, Gilles, « Afghanistan, Searching for Political Agreement », Carnegie Endowment for International Peace, avril 2010. [http://www.carnegieendowment.org/files/searching\\_polit\\_agreement.pdf](http://www.carnegieendowment.org/files/searching_polit_agreement.pdf) (consulté le 29 avril 2010).  
GIUSTOZZI, Antonio (ed.), *Decoding the New Taliban: Insights from the Afghan Field*. Hurst/Columbia University Press. 2009.  
GIUSTOZZI, Antonio, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, op.cit.  
KILCULLEN, David, "Understanding the threat" dans *The accidental Guerilla*, op.cit. pp. 32-54.  
MALEY, William, *The Afghanistan Wars*, Palgrave, MacMillan, 2002.  
RASHID, Ahmed, op.cit.

### Une insurrection efficace

Selon David Kilcullen, les insurgés mettent en œuvre une stratégie d'épuisement qui sape les énergies, les ressources et les soutiens, rendant ainsi le pays ingouvernable. Pour ce faire, l'insurrection suit trois lignes d'opérations : les opérations d'information, les tactiques de guérillas, les attaques asymétriques. Le mouvement est particulièrement habile lorsqu'il s'agit de synchroniser une activité physique en soutien d'une stratégie d'information unifiée.

Les méthodes efficaces en Irak telles que les attentats kamikazes ou la pose d'Engins explosifs improvisés (EEI, *Improvised Explosive Devices IED* en anglais) le long des routes ont contaminé le théâtre afghan. Pour David Kilcullen, il est difficile de déterminer si ces techniques ont été véhiculées par des rebelles en transit ou du fait d'un apprentissage par des insurgés afghans en contact avec les *mass medias*. Pour Ahmed Rashid, en revanche, ce sont les renforts arrivés en 2002 de Chine, d'Asie Centrale, de Turquie, des pays arabes en réponse à l'appel d'Al Qaida qui, installés dans les zones tribales pakistanaises, ont enseignés les arts de la confection de bombes, de la levée de fonds ou autres nouvelles tactiques. L'insurrection est parvenue à créer un socle solide d'insécurité dans certaines régions méridionales et orientales (Helmand, Kandahar, Uruzgan, Ghazni, Paktia) en misant sur les attaques asymétriques. Les attentats-suicides, la pose d'EEI ou autres actions audacieuses permettent par ailleurs d'attirer l'attention sur le combat insurgé et sur leur détermination.

L'analyse par plusieurs auteurs, de la « propagande armée » des taliban présente cette dernière comme un mélange de persuasion et de coercition diffusé au travers d'un large spectre de médias : site web de « l'émirat islamique d'Afghanistan », des magazines, DVD, cassettes audio, lettres postées la nuit –pamphlets ou tracts-, téléphones mobiles, poèmes et chansons traditionnels. Cette propagande exploite de manière assez systématique les failles du gouvernement afghan et de ses alliés telles que les détentions jugées arbitraires ou les dommages collatéraux lors des bombardements aériens de la coalition.

International Crisis Group, « Taliban Propaganda: Winning the War of Words », Asia Report no.158, 24 juillet 2008.  
KILCULLEN, David, "Taliban Propaganda – The Crazy Will kill them : Afghanistan 2006-2008" dans *The accidental Guerilla*, op.cit., pp.58-59.  
RASHID, Ahmed, op.cit.

Les attentats-suicides sont devenus de plus en plus courants depuis 2005 (137 attentats suicides en 2007 par exemple contre 6 en 2004)<sup>6</sup> mais ont baissé au cours des 3 derniers mois de 2009<sup>7</sup>. De même, la pose d'EEI a connu une recrudescence rapide ces dernières années (530 en 2005 contre 1297 en 2006)<sup>8</sup>.

6. RASHID, Ahmed, op.cit., p.290.

7. Assemblée générale des Nations Unies, « La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales », Rapport du secrétaire général, 10 mars 2010.

[http://www.operationspaix.net/IMG/pdf/NUCS\\_rapport\\_MANUA\\_2010-03-10\\_.pdf](http://www.operationspaix.net/IMG/pdf/NUCS_rapport_MANUA_2010-03-10_.pdf) (consulté le 6 avril).

8. RASHID, Ahmed, op.cit., p.292.

## avril/août 2010

Face à cette stratégie d'usure, les forces afghanes et la coalition peinent à « tenir » le terrain une fois celui-ci « nettoyé » soulignent plusieurs auteurs (les Britanniques ont « nettoyé » à plusieurs reprises le Helmand). Par ailleurs, La Fias a accusé de nombreuses pertes en 2009 et plus particulièrement au mois de juillet (71 soldats de la Fias tués)<sup>9</sup> à l'approche des élections présidentielles que les taliban ont cherché à miner et ce, malgré l'augmentation des forces de la coalition sur le terrain. Entre 2001 et 2009, les pertes de la coalition s'élèvent à 800 hommes.<sup>10</sup>

### *Les financements et la logistique*

Les sources de financement de l'ennemi relevées dans les analyses du conflit afghan sont diverses. L'insurrection est financée par le narcotrafic –l'importance de ce financement est sujet à controverse-, les enlèvements contre rançon, l'impôt levé par les insurgés dans certaines zones, l'exploitation de ressources naturelles et de matières premières pakistanaises notamment, ainsi que de dons de l'étranger. Pour l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), le financement des taliban est essentiellement local (argent de la quête à la mosquée, dons d'hommes d'affaires, contributions de partis religieux radicaux et taxation de certaines activités dont le trafic d'opium), les dons de l'étranger tiennent une place moindre dans ce financement.

Le système opérationnel insurgé est dans ses grandes lignes composé de sept éléments de base selon Kilcullen. Trois d'entre eux sont localisés sur le théâtre afghan :

- les combattants à temps-plein, sorte de « colonne mobile »
- les guérillas locales qui interviennent à temps partiel et sur leur seule zone
- les cellules villageoises qui offrent une infrastructure clandestine et assurent un lien entre les guérillas locales et la colonne mobile.

Quatre autres sont localisés au Pakistan :

- les systèmes d'entraînement et de soutien logistique
- la direction religieuse et politique
- la base de recrutement pour les combattants à temps plein
- les sponsors extérieurs et financiers.

DORRONSORO, Gilles, « The taliban's winning strategy in Afghanistan » Carnegie Endowment for International Peace, 2009. [http://www.carnegieendowment.org/files/taliban\\_winning\\_strategy.pdf](http://www.carnegieendowment.org/files/taliban_winning_strategy.pdf) (consulté le 21 avril 2010).

GIUSTOZZI, Antonio, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, op.cit.

HOFFMAN, Bruce ; JONES, Seth, « Cellphones in the Indu Kush », *The National Interest*, n°96, 2008, pp.42-51.

KILCULLEN, David, « The Taliban operating system – The Crazy Will kill them : Afghanistan 2006-2008 » dans *The accidental Guerilla*, op.cit., pp.83-87.

United Nations Office against Drug and Crime, « Addiction, Crime and Insurgency : the Transnational Threat of Afghan Opium », 2009. <http://viewer.zmags.com/publication/7f3b8bec#/7f3b8bec/1> (consulté le 22 avril 2010).

## LE SENS DE L'INTERVENTION EN QUESTION

Les difficultés que continue de rencontrer la coalition en Afghanistan, neuf ans après le début de l'intervention, pose pour nombre d'auteurs la question du coût de la victoire. La crise de légitimité du

9. International Crisis Group, « Afghanistan : Elections and the Crisis of Governance », Crisis Group Asia Briefing n°96, 25 novembre 2009.

10. SHAHZAD, Syed Saleem et al., op.cit.

avril/août 2010

gouvernement Karzaï suscite par ailleurs un débat parmi les opinions publiques de la coalition et parmi les analystes sur la pertinence du modèle esquissé pour la sortie de crise.

### La pérennité de l'État afghan en péril

La majorité des analystes souligne combien les critiques suscitées par les irrégularités des dernières élections présidentielles ont affaibli un gouvernement déjà en mal de cohésion, contesté par des contre-pouvoirs qui se substituent parfois à lui sur le terrain et qui peine à relever les défis de la stabilisation de l'Afghanistan. Cette situation appelle une réflexion sur la gouvernance d'un État marqué par le tribalisme, sur la place à accorder aux potentats locaux et sur la résolution du problème posé par l'opium et le mal développement.

#### *Les faiblesses du gouvernement*

L'État afghan est miné par une **corruption** diffuse à tous les niveaux et par des logiques de favoritisme que William Maley a analysé. Le phénomène remonterait au moins à l'époque de l'administration intérimaire au sein de laquelle les postes ont été attribués aux différentes factions politiques en récompense de leur participation au processus. La plupart des factions afghanes étaient des réseaux de patronage plus que des partis politiques, ainsi, cette initiative a posé les bases d'un **népotisme** rampant. Les décennies de conflit qu'ont traversées les Afghans incitent par ailleurs les individus à privilégier l'intérêt individuel à l'intérêt collectif et à se projeter sur du court plus que sur du long-terme. Plus récemment, le président Karzaï aurait montré selon Maley, une inclination à offrir des positions dans l'appareil d'État aux éventuels fauteurs de troubles pour les pacifier, favorisant ainsi la déloyauté aux dépens d'une logique méritocratique. La diversité des alliés du président (des conservateurs religieux, des potentats tribaux, des chefs de faction, des hommes d'influence régionaux, des hommes d'affaires puissants et des chefs locaux) rend d'autant plus difficile la constitution d'une base de gouvernement solide et réduit la marge de manœuvre pour démocratiser le pays. Enfin, l'absence de partis politiques souhaitée par l'administration pour éviter qu'ils ne s'organisent autour des factions n'a pas empêché ces réseaux de faction de perdurer de manière souterraine explique Maley, protégés du jugement des urnes, ils ne sont pas menacés.

Antonio Giustozzi, déplore quant à lui, le fait que certaines initiatives du gouvernement et de ses alliés internationaux soient mises en place trop tardivement et de manière trop limitée. Il cite par exemple la mobilisation des assemblées traditionnelles dans le cadre des « *peace jirgas* » en 2006 alors que ces assemblées ont déjà perdu beaucoup de leur pouvoir ou encore la décision de développer le Sud une fois que celui-ci est sous le joug de l'insurrection.

Les irrégularités constatées au cours des **élections présidentielles de 2009** et le taux de participation moindre (38.7 % des électeurs enregistrés)<sup>11</sup> par rapport aux élections de 2004 ont porté atteinte à la crédibilité du gouvernement, des procédures électorales et de l'engagement de la communauté internationale déplorent la majorité des experts.

Afghanistan Analysts Network (AAN), « Polling Day Fraud in the Afghan Elections », *Afghanistan Analysts Network Report*, 2009. <http://aan-afghanistan.com/uploads/20090903pollingfraud.pdf> (consulté le 3 avril 2010).  
International Crisis Group, « Afghanistan : Elections and the Crisis of Governance », *op.cit.*  
FERRIE, Jean-Noël, DUPRET, Baudouin, « Pertinence et procédures démocratiques en contextes parlementaires non-démocratiques : la Syrie, l'Afghanistan et le "cercle vertueux" », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 15, février 2008, pp. 251-275.  
MALEY, William, *op.cit.*

<sup>11</sup> Des actions d'intimidation, du bourrage d'urnes, bureaux de vote fantômes et interférences entre membres de la commission indépendante des élections et des agents au service de candidats ont été rapportées (International Crisis group, « Afghanistan : Elections and the Crisis of Governance », *op.cit.*).

## avril/août 2010

SINNO, Abdulkader H., « Afghan Conflicts under US Occupation, 2001- » dans *Organizations at war , in Afghanistan and beyond*, Ithaca, Cornell University Press, 2008, pp. 254-277.

Pour de nombreux auteurs, la crédibilité du gouvernement souffre également du fait que **l'État est « doublé »** sur le territoire par divers acteurs « de son camp » tels que les agences des Nations-Unies, le Comité international de la Croix rouge, les Organisations non-gouvernementales (ONG) ou encore les entreprises commerciales privées qui disposent de moyens plus conséquents que l'État afghan. Les Équipes de reconstruction provinciale (ERP ou *Provincial reconstruction Team –PRT-* en anglais) créées en partie pour représenter l'État afghan dans les parties les plus reculées du territoire mais composées majoritairement de personnels civils ou militaires de la coalition employés au diagnostic des besoins de reconstruction, peuvent également « faire de l'ombre » à l'État afghan.

Sur le plan sécuritaire également, les Forces nationales de sécurité afghanes (FNSEA) ainsi que la coalition sont « épaulées » par des groupes armés autonomes telles les Sociétés militaires et de sécurité privées (SMSP) ou encore les milices locales. Pour Gilles Dorronsoro, ces milices, issues parfois de groupes préconstitués lors de la guerre civile ou de réseaux criminels, entravent le renforcement de l'État, accélèrent la fragmentation politique et contribuent à reproduire la situation qui avait porté au pouvoir les taliban dans les années 90.

AZARBAIJANI-MOGHADDAM, Sippi; WARDAK, Mirwais; ZAMAN, Idrees; TAYLOR, Annabel, « Afghan Hearts, Afghan Minds –Exploring Afghan Perceptions of Civil-military Relations », recherche conduite pour le *European Network for NGOs in Afghanistan* et le *British and Irish agencies Afghanistan Group*, 2008.  
[http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Afghan\\_H\\_and\\_M\\_Exec\\_Summ\\_and\\_C\\_and\\_R.pdf](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Afghan_H_and_M_Exec_Summ_and_C_and_R.pdf) (consulté le 16 avril 2010).  
DORRONSORO, Gilles, "The privatization of security" in « Afghanistan, Searching for Political Agreement », *op.cit.* p. 5.  
MALEY, William, *op.cit.*

### *L'adhésion du peuple afghan au gouvernement*

La question de la capacité de la population à adhérer à un État central est une préoccupation partagée par de nombreux experts. Un tel soutien est d'autant plus délicat à obtenir en Afghanistan, que la **société afghane est tribale** et que la mobilité sur le territoire national est malaisée, rendant Kaboul et son gouvernement d'autant plus étrangers à certaines populations. Richard de Villafranca relève d'ailleurs que le gouvernement central fort et la police nationale afghane qui sont appuyés actuellement en Afghanistan dans le cadre du *state building*, sont des projets qui n'ont jamais été acceptés en Afghanistan où le souci d'autonomie locale est particulièrement affirmé. Certaines pistes de réflexion telles une solution fédérale ou une partition de l'État ont été esquissées pour repenser cet État afghan actuellement centralisé. Toutefois, cette importance de la dimension tribale aurait été surestimée au cours du conflit selon Gilles Dorronsoro. Pour ce spécialiste, l'Islam, plus que l'identité tribale, est la référence-clé dans des débats tels que la justice, la présence de troupes étrangères ou la légitimité du gouvernement.

De VILAFRANCA, Richard, « Reconsidering Afghanistan : Time for an "Azimut Check" », *Parameters*, Hiver 2008-2009.  
DORRONSORO, Gilles, « Afghanistan, Searching for Political Agreement », *op.cit.*  
HUBAC, Olivier ; ANQUEZ, Matthieu, *L'enjeu afghan*, Bruxelles, André Versailles éditeur, 2010.  
TAPPER Richard, « Tribe and State in Iran and Afghanistan : an Update », *Études rurales*, n°184, février 2009, pp. 33-46.

Pour réduire la distance qui sépare Kaboul de la population afghane, Seth Jones préconise un meilleur équilibre entre les efforts *top down* mis en œuvre par la coalition pour conserver un gouvernement central viable et des efforts *bottom-up* pour soutenir les acteurs locaux. Les assemblées et chefs traditionnels doivent selon lui bénéficier d'un soutien au développement local et à la sécurité.

De nombreux travaux s'intéressent à la **situation sécuritaire** et économique en Afghanistan. La plupart reflète la crainte que celle-ci n'encourage pas l'adhésion populaire à l'État afghan. La progression de l'insurrection a occasionné une flambée de violence qui a connu un pic lors des élections présidentielles de 2009. 960 incidents de sécurité par mois ont été décomptés en 2009 par la Mission des Nations Unies pour l'Afghanistan (MANUA) contre 741 en 2008. La situation s'est aggravée en janvier 2010, avec une augmentation

## avril/août 2010

de 40 % du nombre d'incidents de sécurité par rapport à janvier 2009. Cette année a été la plus meurtrière pour les civils depuis 2001. Au total, 2 412 civils sont décédés, 67 % de ces pertes étaient attribués aux éléments antigouvernementaux selon les Nations Unies. Par ailleurs, l'ONU recense 7 enlèvements et 7 assassinats en moyenne par semaine au cours de cette période.<sup>12</sup> Les chefs communautaires et religieux mais également les ONG sont particulièrement ciblés.

Organisation des Nations Unies, Assemblée générale et Conseil de Sécurité, « La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales », 10 mars 2010.

[http://www.operationspaix.net/IMG/pdf/NUCS\\_rapport\\_MANUA\\_2010-03-10\\_.pdf](http://www.operationspaix.net/IMG/pdf/NUCS_rapport_MANUA_2010-03-10_.pdf) (consulté le 6 avril 2010).

DONINI, Antonio, « Afghanistan: humanitarianism under threat », Feinstein International Center, 2009. Disponible à partir de la page suivante : <https://wikis.uit.tufts.edu/confluence/display/FIC/Afghanistan+++Humanitarianism+under+Threat> (consultée le 17 avril 2010).

JONES, Seth, « In the Graveyard of Empires : America's war in Afghanistan », W. W. Norton & Company, 2009.

**La situation économique** est variable selon les régions d'Afghanistan. Kaboul souffre d'un fort taux de chômage mais certains quartiers de la ville sont en pleine reconstruction et proposent des bâtiments luxueux et des centres commerciaux modernes. La relative prospérité d'Hérat qui profite du commerce transfrontalier avec l'Iran, contraste par ailleurs avec d'autres régions isolées d'Afghanistan où la situation économique est critique. Pour Sébastien Pennes, malgré l'indéniable fond idéologique du conflit, l'essentiel de l'insurrection s'articulerait à la périphérie autour d'un conflit économique permanent pour l'accès aux ressources. Cette tension est accentuée par le problème des réfugiés, des déplacés internes et de leur retour démontrent plusieurs travaux s'intéressant à la question foncière. Les disputes au retour des réfugiés et des déplacés mine la légitimité de l'État lorsque celui-ci ne parvient pas à garantir le droit foncier et incite la population à se tourner vers des autorités locales informelles pour défendre leurs biens. Face au niveau d'insécurité dans les campagnes, les réfugiés et les déplacés choisissent parfois de s'installer dans les villes ce qui entraîne une urbanisation rapide qui augmente la pauvreté, le chômage, la criminalité et, de fait, le nombre de candidats à l'insurrection. Certains travaux soulignent toutefois que l'exil d'une partie des Afghans peut aussi participer au développement et à la sécurité lorsque cette population injecte des capitaux dans leur communauté depuis l'étranger.

International Crisis Group, « Afghanistan: What Now for Refugees ? », Crisis Group Asia Report N°175, 31 août 2009.

MANSFIELD, David, « Le développement alternatif en Afghanistan : l'échec du donnant-donnant », *Hérodote*, janvier 2004, n°112), pp. 105-121.

NOJUMI, Neamatollah ; MAZURANA, Dyan ; STITES, Elizabeth, *After the Taliban: Life and Security in Rural Afghanistan*, Rowman & Littlefield Publishers, 2008.

PENNES, Sébastien, « L'Insurrection talibane : guerre économique ou idéologique ? », *Politique étrangère*, 2008/02, Eté, pp. 345-358.

### *Forces et structures concurrentes à l'Etat*

L'Afghanistan est le premier producteur d'**opium** et de haschich au monde. Aussi, la question de la narcoéconomie afghane est incontournable dans la réflexion stratégique sur le conflit. La manne financière générée par la culture du pavot profite à l'insurrection mais aussi à de nombreuses familles de cultivateurs ce qui rend le traitement du problème particulièrement délicat. Entre 2002 et 2008, les cultivateurs afghans ont tiré au total 6,4 milliards de dollars environ de la culture du pavot, et les trafiquants afghans 18 milliards de dollars environ de la transformation et du commerce des opiaces<sup>13</sup>. En 2009, 1,8 millions d'Afghans ont été mobilisé tout au long de l'année pour récolter l'opium (ils étaient un million de plus environ un an auparavant). Ces deux dernières années, le nombre de provinces exemptes de pavot s'est accru et la culture du pavot a diminué au profit de celle du blé par exemple. Pour Pierre-Arnaud Chouvy, le moment est donc opportun pour encourager les productions agricoles licites sans provoquer une nouvelle hausse des prix de l'opium en recourant à l'éradication.

<sup>12</sup> Assemblée générale des Nations Unies, *op.cit.*

<sup>13</sup> United Nations Office against Drug and Crime, « Addiction, Crime and Insurgency : the Transnational Threat of Afghan Opium », 2009. <http://viewer.zmags.com/publication/7f3b8bec#/7f3b8bec/1> (consulté le 22 avril 2010).

## avril/août 2010

Pour Vanda Felbab-Brown également, l'éradication n'est pas la solution. Un paysan qui ne peut régler ses dettes sera tenté explique-t-elle, de planter deux fois plus l'année suivante pour pouvoir les acquitter ou de se tourner vers les seigneurs de la guerre pour obtenir une protection. Par ailleurs, le préjudice des cultivateurs peut être exploité par la propagande talibane. Aussi, Vanda Felbab-Brown préconise une interdiction qui vise davantage le trafic que la production. Le Conseil de Senlis, un *think tank* spécialiste des questions de narcotiques, propose quant à lui de légaliser la production pour ne pas s'aliéner davantage la population et produire de l'opium légal destiné à des fins thérapeutiques. Une telle mesure permettrait également de diminuer la rentabilité de la production et donc le financement de l'insurrection. Pour David Kilcullen, l'idée d'éviter de s'aliéner la population ne doit pas être au cœur des mesures de lutte contre les narcotiques en Afghanistan puisque la production est concentrée dans des zones sous contrôle insurgé où la population est d'ores et déjà hostile à la coalition. Toutefois, il rappelle que les taliban ont tissé d'eux-mêmes des liens avec la narcoéconomie bien que la population soit peu favorable à la culture du pavot. Il serait donc possible d'exploiter cette brèche entre l'insurrection et la population pour obtenir une adhésion de celle-ci à l'action de la coalition tout en décrédibilisant l'ennemi qui est censé protéger les cultures.

CHOUVY, Pierre-Arnaud, « Afghanistan and the global failure of counternarcotics », *Afghanistan Info* n° 4, Septembre 2008, pp. 11-12.

CHOUVY, Pierre-Arnaud, « Quelle politique antidrogue pour l'Afghanistan ? », CERI, juin 2009.

FELBAB-BROWN, Vanda, « Afghanistan: When Counternarcotics Undermines Counterterrorism », *The Washington Quarterly*, 28:4 pp. 55-72. <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdffiles/pub804.pdf> (consulté le 5 avril 2010).

GLAZE, John A., « Opium and Afghanistan : Reassessing US Counternarcotics Strategy », Strategic Studies Institute, novembre 2007. <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdffiles/pub804.pdf> (consulté le 12 avril 2010).

International Council on Security and Development, « Afghan Poppy for Medicine Projects- an Economic Case study », novembre 2007. [http://www.icosgroup.net/documents/P4M\\_Economic\\_Case\\_Study.pdf](http://www.icosgroup.net/documents/P4M_Economic_Case_Study.pdf) (consulté le 13 avril 2010).

KILCULLEN, David, "Counternarcotics in the context of afghan insurgency - The Crazy's Will kill them : Afghanistan 2006-2008" in *The accidental Guerilla, op.cit.*, pp 63-66.

United Nations Office against Drug and Crime, « Addiction, Crime and Insurgency : the Transnational Threat of Afghan Opium », 2009. <http://viewer.zmags.com/publication/7f3b8bec#/7f3b8bec/1> (consulté le 22 avril 2010).

Dans certaines régions du sud du pays, les insurgés bénéficient d'un soutien grandissant parce qu'ils représentent une solution à la corruption et à la criminalité régnantes. L'insurrection utilise l'absence d'État de droit pour se substituer au gouvernement officiel en proposant un *shadow government*. Celui est généralement présenté dans de nombreuses analyses, comme étant « efficace ». Il s'appuie sur une justice expéditive, dure mais souvent préférée par la population à l'absence de justice. Les taliban administraient ainsi 13 cours de justice dans le sud de l'Afghanistan mi-2008.<sup>14</sup> De fait, un intérêt particulier s'est porté récemment sur les institutions judiciaires traditionnelles qui, selon le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), doivent être prises en compte dans le système de justice moderne.

Programme des Nations-Unies pour le développement, « Rapport afghan sur le développement humain », 2007.

The Liaison Office (TLO), « Between the Jirga and the Judge: Alternative Dispute Resolution in Southeastern Afghanistan », TLO Program Brief n°1, United States Institute of Peace, Mars 2009, [http://www.usip.org/files/file/jirga\\_judge.pdf](http://www.usip.org/files/file/jirga_judge.pdf). (consulté le 5 avril 2010).

Les **seigneurs de la guerre**, ces commandants locaux dont l'autorité s'est renforcée lors de la guerre civile afghane, constituent des acteurs incontournables sur la scène politique afghane et dans les analyses de la crise actuelle. Disposant de forces armées et de liens avec certains réseaux –criminels, narcotrafic-, ils ont été considérés au cours du temps à la fois comme alliés sur le territoire ou comme adversaires potentiels à l'État central. Ahmed Rashid explique par exemple que les États-Unis concentrés sur les préparatifs de la guerre en Irak, se sont tournés vers ces seigneurs de la guerre pour conserver des alliés sur le terrain capables de leur fournir du renseignement sur l'insurrection. Aujourd'hui encore, certains d'entre eux bénéficient de postes importants dans

<sup>14</sup> KILCULLEN David, *The accidental Guerilla, op.it.*, p.47.

avril/août 2010

l'appareil d'État. Pour William Maley, il faut prendre garde à ne pas surestimer le pouvoir de nuisance de ces acteurs. Tout d'abord, Maley rappelle que tous les groupes armés en Afghanistan ne sont pas des menaces à la sécurité et que s'ils menacent la sécurité de certains segments de la population, ils contribuent à celle de certains autres. Par ailleurs, les personnes qualifiées de « seigneur de la guerre » sont le plus souvent non-pachtounes, ce qui peut rajouter aux tensions ethniques. Enfin, se concentrer sur ces acteurs, nous empêche de voir d'autres acteurs moins connus qui, au sud et à l'est, par leur comportement prédateur et répressif, créent les conditions d'une résurgence des taliban.

GIUSTOZZI, Antonio, *Empires of Mud: Wars and Warlords of Afghanistan*, Hurst/Columbia University Press, 2009.  
MALEY, William, *op.cit.*  
RASHID, Ahmed, *op.cit.*

### *L'affaiblissement de la solidarité entre État afghan et coalition*

Si l'État afghan peine à obtenir le soutien de sa population, il souffre également d'une crise de confiance avec la coalition notent la plupart des observateurs du conflit. De part et d'autre, les reproches se sont multipliés au cours des dernières années. La corruption persistante, le népotisme et la dépendance croissante de Karzaï vis-à-vis de ses alliés locaux parfois hostiles à la coalition heurte cette dernière. Par ailleurs, la teneur archaïque de certaines décisions politiques prises par les successeurs des taliban peut choquer les opinions publiques occidentales. Les tendances de la relation coalition-GRIA font l'objet d'une observation attentive des experts, tant la qualité de cette relation importe pour l'accomplissement des objectifs.

Les attaques dans la presse occidentale vis-à-vis du gouvernement afghan ont rendu le Président Karzaï et ses alliés très suspicieux à l'égard de la coalition. Certaines initiatives entreprises par des contingents sans concertation préalable avec l'État local, ont par ailleurs choqué le gouvernement afghan. Parmi elles, les négociations conduites par les Britanniques dans le Helmand en 2006 auxquelles le président Karzaï a réagi en expulsant notamment deux représentants de l'ONU et de l'Union européenne. Les questions relatives aux conditions de détention et aux techniques d'interrogatoires dans les prisons américaines ainsi que les victimes civiles des opérations de la coalition sont également des points de discorde entre les deux partenaires. La propagande talibane peut s'emparer de ces initiatives unilatérales de la coalition pour présenter par ailleurs le président Karzaï comme une marionnette, mettent en garde certains auteurs.

ALEXANDER, Thier J.; RANJBAR, Azita, *Killing Friends, Making Enemies : The Impact and Avoidance of Civilian Casualties in Afghanistan*, Washington D.C. United States Institute of Peace Press, 2008.

### **Le malaise des opinions publiques de la coalition face à l'engagement en Afghanistan**

Engagée dans un conflit qui dure depuis près de dix ans, la coalition peine à expliquer cet engagement qui ne donne en apparence aucun résultat ni sur le terrain afghan, ni sur les territoires nationaux des États participants. Le coût financier de l'engagement participe au doute sur la pertinence de cette guerre en contexte de crise financière globale. Le coût humain par ailleurs, alimente ce malaise à une époque où des années d'innovations technologiques en matière de défense ont nourri l'illusion de la « guerre sans morts ». Face aux pressions de leur opinion, chaque État de la coalition définit les modalités de son engagement sur le terrain, entravant par là même la cohésion de la coalition et de l'Otan. Ce contexte de défiance croissante amène de nombreux observateurs à s'intéresser aux conséquences du conflit dans les États de la coalition.

### *La question du sens à donner à l'action*

**avril/août 2010**

Menée en parallèle à la guerre d'Irak, la guerre en Afghanistan a souffert d'un manque d'explication explique Anne Applebaum, et a souvent été présentée comme la « bonne guerre » en opposition à la « mauvaise guerre » d'Irak.<sup>15</sup>

Aux États-Unis, les *think-tanks* ont centré leur débat sur l'Afghanistan durant de nombreuses semaines à la fin de l'année 2009 lors de la définition d'une nouvelle stratégie. Les chercheurs se sont ainsi interrogés sur la nécessité de cette guerre, sur la pertinence de mener une « guerre de choix », sur les limites à poser à l'action américaine ou encore sur les intérêts américains dans la région Asie centrale.

En France, la guerre en Afghanistan ne fait pas lieu d'un débat public aussi riche que dans d'autres États de la coalition. Toutefois, certains temps forts médiatisés telle l'embuscade d'Uzbeen en août 2008, ont été l'occasion pour de nombreux observateurs de s'interroger sur la pertinence de la participation française à la coalition.

BARZIN, Nader, « La notion de "guerre juste" à l'épreuve des exemples contemporains », *Topique*, janvier 2008, n° 102, pp. 181-191.

HAAS, Richard N., « In Afghanistan, the Choice Is Ours », Council on Foreign Relations, 21 août 2009. <http://www.cfr.org/publication/20054> (consulté le 15 avril 2010).

Cato Institute, « Should the United States Withdraw from Afghanistan ? », Policy Forum, 14 septembre 2009. <http://www.cato.org/event.php?eventid=64966> (consulté le 19 avril 2010).

MERCHET, Jean-Dominique, *Mourir pour l'Afghanistan*, Paris, Jacob-Duvernet, 2008.

*Les précautions autour de l'engagement*

Les forces de la coalition sont passées en 2006 de 32 000 à 45 000 soldats. Pourtant, seul un tiers de cet effectif pouvait se battre sur le terrain du fait des *caveats* nationales, les restrictions définies par les États de la coalition qui limitent l'emploi de la force.<sup>16</sup> Ces restrictions sur les opérations de combat ou sur la lutte contre le narcotrafic brident la flexibilité opérationnelle de la coalition et créent des tensions en son sein et au sein de l'Otan qui font l'objet d'une attention particulière pour certains experts.

À la lecture de ces travaux, il semblerait que ce soit avec **l'allié américain** que les divergences sont les plus sensibles. Principal contributeur en troupes, les États-Unis sont les maîtres d'œuvre de la stratégie de la coalition en Afghanistan. Face aux difficultés récurrentes rencontrées par les forces, ils n'ont eu de cesse de solliciter un engagement plus massif sur le terrain. Par-delà le simple débat sur les ressources –financières et humaines- à fournir dans le cadre de l'engagement, des divergences d'opinion sur les méthodes ou les comportements à adopter (contact avec la population, utilisation des moyens aériens, assassinats-ciblés, etc.) ont incité certains États à adopter une réserve vis-à-vis de l'engagement en Afghanistan.

Les contingents impliqués dans des opérations de combat s'opposent ainsi aux contingents retranchés dans leur *Forward Operating Base (FOB)*. Certains États peuvent ainsi dépêcher de nombreux personnels mais leur confier des missions de strict développement, plus faciles à faire accepter à leur opinion publique que les opérations de combat car moins dangereuses et plus « propres ».

Dans certains États de la coalition, des **crises parlementaires** ont incarné cette pression des opinions publiques. Le 21 février 2007, le gouvernement Prodi tombe du fait de l'opposition de la gauche au déploiement des troupes italiennes. Romano Prodi fut rétabli une semaine plus tard dans ses fonctions mais avec une majorité de 5 députés seulement. En Allemagne et au Royaume-Uni des revendications pour un débat parlementaire sur l'engagement en Afghanistan se sont élevées et, au Canada, le parti conservateur au pouvoir bloqua de peu une

<sup>15</sup> APPLEBAUM Anne, « Will Obama Fight for Afghanistan ? », *Washington post*, 8 septembre 2009. <http://washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/09/07/AR2009090702071.html> (consulté le 22 avril 2010).

<sup>16</sup> RASHID Ahmed, *op.cit.*, p.299.

**avril/août 2010**

motion de l'opposition pour le retrait des troupes. Au Japon et en Australie, la question de la poursuite de l'engagement militaire en Afghanistan s'est par ailleurs imposée. En février 2010, le gouvernement Balkenende des Pays-Bas démissionne suite à un désaccord sur le prolongement du mandat néerlandais en Afghanistan. Plus récemment encore, face à la polémique que génère une interview dans laquelle il expose les motivations de l'engagement allemand en Afghanistan, le Président Köhler quitte ses fonctions fin mai.

CLARKE, Michael, « The Global NATO Debate », *Politique étrangère*, (Hors série), mai 2009, pp. 57-67.  
DORRONSORO, Gilles, « L'Otan en Afghanistan –L'avenir incertain du Titanic » dans *Annuaire français des relations internationales 2008*, Centre Thucydide, 2008. [http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/08\\_Dorronsorot\\_Otan.pdf](http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/08_Dorronsorot_Otan.pdf)  
(consulté le 25 mars 2010).  
McNAMARA, Sally, « NATO Allies must do more in Afghanistan », Backgrounder, The Heritage Foundation, n° 2347, 3 décembre 2009.  
MODESTE, Rodolphe, « Afghanistan : les caveats et leurs conséquences », *Politique étrangère*, 2010, n°1 (printemps).  
WENDLING, Cécile, « L'incidence de l'opération en Afghanistan sur l'avenir de l'Otan » dans Cahier de l'Irsem n°3 à paraître en juin 2010.

avril/août 2010

Volet n°2 :

## L'action de la coalition en Afghanistan

Juin 2010

Les difficultés que rencontre la coalition depuis ces dernières années ont amené les troupes et les décideurs politiques à sortir des marges de l'engagement initial en Afghanistan. Implication croissante des civils sur le terrain, recherche d'alternatives tactiques ou encore rapprochement des interlocuteurs régionaux pour la résolution de la crise afghane, sont autant d'initiatives militaires et politiques destinées à donner à la coalition la vision d'ensemble qui lui manque. Nombre de travaux commentent ces dynamiques, les critiquent, reviennent sur les nécessités de leur apparition et anticipent leur impact sur la résolution du conflit en Afghanistan ou sur la conduite des opérations à venir. Ce volet propose de rendre compte de la réflexion suscitée par l'action de la coalition, depuis son engagement militaire sur le terrain dans un premier temps, au dialogue politique qu'elle encourage au niveau régional dans un second temps. Il sera enfin question de la mesure des progrès en Afghanistan, de la définition du succès et du diagnostic des erreurs commises par la coalition.

### LA LUTTE CONTRE L'INSURRECTION

Après avoir combattu le régime taliban dans le cadre d'un affrontement conventionnel puis avoir mené des opérations ciblées de type-contre-terroriste sur une partie du territoire afghan, les États-Unis font preuve depuis quelques années d'un intérêt croissant pour un combat articulé autour de la population. Suivant cette dynamique, la Force internationale d'assistance à la sécurité s'est étendue à tout le territoire et la coalition est allée davantage au devant des populations. Le développement de cette approche « populo-centrée » a été observée par les experts militaires et civils.

#### La conquête du terrain

Les forces militaires de la coalition mettent en œuvre une stratégie dite du « *Shape, Clear, Hold, Build* » (Préparer, Nettoyer, Tenir, Construire) en Afghanistan. Cette stratégie consiste à mener des opérations de « nettoyage » pour chasser l'insurrection d'une zone après avoir effectué une reconnaissance sur le terrain et avoir prévenu les populations civiles. Il s'agit ensuite de tenir le terrain en séparant notamment les insurgés de la population et d'y installer un programme de développement pour gagner le soutien de cette dernière.

##### *Nettoyer*

La stratégie directe fondée sur des moyens purement militaires que les États-Unis ont pu adopter au cours d'opérations de « nettoyage » de grande ampleur, s'est trouvée confrontée à la mobilité de l'insurrection et a suscité le mécontentement de la population explique Gilles Dorronsoro. Les Nations-Unies dépeignent de manière plus optimiste les opérations menées au cours du deuxième semestre de 2009 dans l'ouest de l'Afghanistan (Farah et Herat). Selon l'assemblée générale du Conseil de sécurité, les forces afghanes en partenariat avec la coalition, sont parvenues à susciter des candidats à la réconciliation et à la réintégration.

avril/août 2010

DORRONSORO, Gilles, « L'Otan en Afghanistan –L'avenir incertain du Titanic » in *Annuaire français des relations internationales 2008*, Centre Thucydide, 2008.

[http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/08\\_Dorronsoro\\_Otan.pdf](http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/08_Dorronsoro_Otan.pdf) (consulté le 25 mars 2010).

Organisation des Nations Unies, Assemblée générale et Conseil de Sécurité, « La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales », 10 mars 2010.

[http://www.operationspaix.net/IMG/pdf/NUCS\\_rapport\\_MANUA\\_2010-03-10\\_.pdf](http://www.operationspaix.net/IMG/pdf/NUCS_rapport_MANUA_2010-03-10_.pdf) (consulté le 6 avril 2010).

### Tenir

Le contrôle du territoire une fois « nettoyé » est par ailleurs délicat explique Gilles Dorronsoro. Tout d'abord, les effectifs de la coalition sont insuffisants pour tenir la superficie malgré la montée en puissance continue des effectifs depuis 2002. Cet accroissement des effectifs a pu contribuer à ternir l'image de la coalition aux yeux d'une population sensible aux dommages collatéraux et soucieuse de ne pas voir s'installer une troupe d'occupation sur son sol.

Certains postes de combat (*Combat Out Post -COP*) implantés dans des régions reculées pour symboliser la présence de la coalition et de l'État afghan sur le territoire national, sont si isolés qu'ils n'ont aucune valeur militaire explique encore l'auteur. L'occupation de telles positions mobilisent des hommes qui sont en nombre trop limité pour avoir une efficacité sur le terrain. Ainsi, le terrain n'est pas tenu et les contingents sont parfois amenés à « nettoyer » plusieurs fois une même zone. Face à ces difficultés, des démarches ont pu être mises en œuvre. Les Britanniques en Helmand ont par exemple eu recours en 2006 à une **stratégie de guerre indirecte**. Celle-ci reposait sur la conclusion d'accords locaux avec les taliban afin de retourner les insurgés « modérés », d'affaiblir la guérilla et de constituer des milices locales. Finalement, le manque de personnels a contraint les Britanniques à se retirer de certaines zones d'Helmand et à laisser l'insurrection s'y développer en 2007 explique Daniel Marston. Si le bilan britannique en Helmand a fait l'objet de critiques, Theo Farrell et Stuart Gordon reconnaissent toutefois qu'avec des moyens limités, les Britanniques sont parvenus à corriger une stratégie défectueuse et qu'ils ont fait des progrès en contre-insurrection ainsi que dans la mise en œuvre d'une approche globale.

CORDESMAN, Anthony H., « Shape, Clear, Hold, Build, and Transfer : Can the New Strategy Work in Afghanistan ? », Center for Strategic and International Studies, 18 février 2010.

[http://csis.org/files/publication/100302\\_afghan\\_metrics\\_combined.pdf](http://csis.org/files/publication/100302_afghan_metrics_combined.pdf) (consulté le 2 juin 2010).

DORRONSORO, Gilles, « Fixing a failed Strategy in Afghanistan », Rapport du Carnegie Endowment for International Peace, novembre 2009. [http://carnegieendowment.org/files/dorronsoro\\_fixing\\_failed\\_strategy2.pdf](http://carnegieendowment.org/files/dorronsoro_fixing_failed_strategy2.pdf) (consulté le 15 mai 2010).

DRESSLER, Jeffrey A., « Securing Helmand, understanding and responding to the enemy », septembre 2009, pp. 33-38. <http://www.understandingwar.org/files/SecuringHelmandPDF.pdf> (consulté le 16 avril 2010).

FARELL, Theo , GORDON, Stuart, « COIN Machine: The British Military in Afghanistan », *Orbis*, n°53 (4), pp. 665-683.

MARSTON, Daniel, « British Operations in Helmand Afghanistan ? », *Small Wars Journal.com*, 2008, <http://smallwarsjournal.com/blog/journal/docs-temp/98-marston.pdf> (consulté le 10 avril 2010).

Pour pallier en partie le manque d'effectifs, les États-Unis ont recours à des **sociétés militaires privées** (SMP). En septembre 2009, ces *military contractors* employés par le Pentagone étaient 104 100, 75% d'entre eux étaient Afghans, 9 % étaient Américains, 16% étaient des expatriés d'autres nationalités.<sup>17</sup> La pertinence du recours à de tels acteurs extérieurs dans les conflits irakien et afghan fait l'objet d'une réflexion ces dernières années. La compétitivité de leurs services – en matière de formation notamment -, leur recrutement, leur professionnalisme ou l'assimilation possible de ces SMP à la coalition dans l'esprit de la population sont des sujets de réflexion. En outre, l'utilisation par ces sociétés de drones de surveillance destinés à donner du renseignement sur des cibles « traitées » par la suite par l'armée américaine, participe à la confusion entre les acteurs présents sur le terrain dénoncent de nombreux auteurs.

<sup>17</sup> LAGARDE, Dominique, « Afghanistan, Irak : des guerres très privées », *L'Express*, 24 mai 2010. <http://www.lexpress.fr/outils/imprimer.asp?id=894324&k=25> (consulté le 24 mai 2010).

avril/août 2010

CHARLIER, Marie-Dominique, « [Les sociétés militaires privées en Afghanistan : une coalition dans la coalition](#) », *Défense nationale et sécurité collective*, n°10, 2009.

ROCHE, Jean-Jacques (sous la dir. de), « Des gardes suisses à Blackwater – Mercenaires et auxiliaires d'hier et d'aujourd'hui », *Études de l'IRSEM n°2*, mai 2010.

### Construire

Gilles Dorronsoro explique qu'il est impossible avec les moyens disponibles en 2009 de séparer la population des insurgés dans les villages de la ceinture pachtoune tant la zone est acquise à l'insurrection. D'ailleurs, l'auteur souligne le fait que l'État afghan est incapable de proposer une structure officielle aussi solide que celle des taliban.

La stratégie de la **tache d'huile** adoptée par le général Richards, alors commandant des forces de l'Otan au printemps 2006, entend étendre le contrôle de la coalition sur une large zone à partir de diverses petites zones sûres qui progressivement se rejoignent pour former une seule et même zone de contrôle. La fragmentation géographique, tribale et clanique du territoire afghan entrave l'efficacité d'une telle stratégie soutient Gilles Dorronsoro. La stabilité dans un district ne bénéficie pas forcément aux districts voisins étant donné les rivalités existantes.

Un intérêt pour la construction des **routes** s'est développé depuis 2005-2006. Outre l'intérêt tactique de ce type d'infrastructure (évitement des engins explosifs improvisés, mobilité accrue...), la route incarne la présence de l'État central jusque dans les régions les plus éloignées de Kaboul et ouvre également des perspectives de développement susceptibles de séduire les populations les plus rétives à l'idée d'une présence de la coalition sur leur sol. Enfin, elle incarne un progrès majeur avec lequel les perspectives offertes par les taliban ne peuvent rivaliser et qui contribue à éloigner la population de l'insurrection.

DORRONSORO, Gilles, « Fixing a failed Strategy in Afghanistan », *op.cit.*

KILCULLEN, David, « Road in Kunar – The Crazies Will kill them : Afghanistan 2006-2008 » in *The accidental Guerilla, Fighting Small Wars in the Midst of a Big One*, Oxford University Press, USA, 2009, pp.87-93.

LASCONJARIAS, Guillaume, « Le mandat du 3è RIMA en Kapisa », *Cahier de l'IRSEM* à paraître en 2010.

PIERRE, Hervé, « Victoire en Kapisa. Des limites de l'approche linéaire en contre-rébellion », *DSI* n°56, février 2010.

### La mobilisation de civils

Développé depuis la moitié des années 2000, le concept d'**approche globale** (*Comprehensive Approach*) met en valeur la synergie des efforts civils et militaires sur les terrains de crise. Cette notion s'est diffusée en Grande-Bretagne, auprès de l'Union européenne, aux États-Unis ou encore auprès de l'Otan. Toutefois, les approches diffèrent : si elle signifie meilleure coordination interministérielle nationale pour certains, elle renvoie aux équipes de reconstruction provinciale pour d'autres ou encore à la coordination civilo-militaire nationale et multinationale.

ALDERSON, Alexander ; BUTCHER, William C. ; JENNINGS, Christopher A. [et al.], « Operationalizing a Comprehensive Approach in Semi-permissive Environments », *Collège de Défense de l'Otan*, 2009.

Le théâtre afghan accueille diverses initiatives - parfois inédites - de l'Otan dans le cadre de cette démarche globale : formation de forces de sécurité locales, nomination d'un représentant de l'Otan pour les affaires civiles au côté du commandement militaire, définition d'objectifs sociétaux élargis, développement des interactions entre l'Otan, les ONG, les Nations Unies et l'Union européenne. Au carrefour des préoccupations sur l'avenir de l'Otan et sur le succès de la coalition en Afghanistan, une réflexion s'est développée sur la pertinence et la viabilité de ces initiatives.

avril/août 2010

DALE, Helle C., « NATO in Afghanistan : a test case for future missions », Backgrounder n°1985, The Heritage Foundation, 8 décembre 2006.  
VIGGO JAKOBSEN, Peter, « Right strategy, wrong place – why NATO's comprehensive approach will fail in Afghanistan? », *UNICSI Discussion Papers*, n°22, Janvier 2010, pp. 78-91.  
WENDLING, Cécile, « L'incidence de la gestion de la crise Afghane sur l'avenir de l'Otan », *Cahier de l'Irsem* sur le nouveau concept stratégique de l'Otan, à paraître en Septembre 2010.

Structure *ad hoc* à l'origine, **l'équipe de reconstruction provinciale** (ERP- *Provincial Reconstruction Team* en anglais) est un instrument représentatif du concept d'approche globale. Mises en place en Afghanistan et en Irak, les équipes de reconstruction provinciales sont au centre d'une réflexion plus générale sur la coopération civilo-militaire en phase de stabilisation. Ces équipes mandatées à l'origine par les États-Unis, étaient chargées dès 2002 de diagnostiquer les besoins en reconstruction des provinces non-sécurisées. A l'heure actuelle, de nombreuses nations de la coalition envoient des ERP sur le terrain pour différentes missions (développement agricole, éducation, formation des FNSA...) et selon des modalités diverses (direction civile ou militaire) explique Cécile Wendling. On distingue plus particulièrement en Afghanistan, les ERP originelles américaines qui datent du début du conflit et les ERP pilotées par divers pays (elles sont variables mais leur volet militaire est assuré par la Fias depuis 2004). Pour Paul Haéri et Laurent Fromaget, elles permettent de réduire les coûts de transaction et les difficultés de coordination entre acteurs civils et militaires. Pour d'autres, tels de nombreux membres d'ONG, elles incarnent la confusion croissante, et dangereuse à leur sens, entre acteurs militaires et « humanitaires ». Les réfractaires leur reprochent de soutenir des projets peu en phase avec les véritables attentes de la population et de manquer de transparence quant à leur coût, empêchant de fait, les communautés d'avoir un regard sur l'optimisation des fonds de l'aide.

BAAG and ENNA, « Aid and Civil-Military Relations in Afghanistan », Policy briefing, 2008  
[http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Afghan\\_H\\_and\\_M\\_Exec\\_Summ\\_and\\_C\\_and\\_R.pdf](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Afghan_H_and_M_Exec_Summ_and_C_and_R.pdf)  
(consulté le 3 avril 2010).  
BERCQ, Isabelle, « La militarisation de l'action humanitaire en Afghanistan », note d'analyse, GRIP, 9 mai 2005.  
<http://www.grip.org/bdg/g4572.html> (consulté le 3 mai 2010).  
CARLE, Alexandre ; RENOUF, Jean S., « Afghanistan : humanitaires en danger », *Défense nationale et sécurité collective*, n°6, 2007, pp. 183-191.  
HAËRI, Paul ; FROMAGET, Laurent, « Stabiliser autrement ? Les équipes provinciales de reconstruction (PRT) en Afghanistan », Focus stratégique n°4, janvier 2008.

Depuis 2005, l'armée américaine met en œuvre le **Human Terrain System**, une initiative destinée à combler les lacunes liées au manque de connaissance du tissu social que rencontrent les militaires sur les théâtres irakien ou afghan. Des spécialistes des sciences sociales, parmi lesquels des anthropologues principalement, furent ainsi enrôlés dans les unités de combat ou les brigades américaines en Afghanistan en tant que « conseillers culturels » ou encore « analystes des cultures ». Les partisans de cette initiative, parmi lesquels l'anthropologue Montgomery McFate, justifient la démarche par la diminution du recours à la violence et par conséquent des pertes humaines qui lui seraient liées. Roberto Gonzales et d'autres anthropologues s'y sont en revanche opposés fermement, dénonçant la création d'une « anthropologie mercenaire ».

AAA Commission on the Engagement of Anthropology with the US Security and Intelligence Communities (CEAUSSIC), « Final Report on The Army's Human Terrain System Proof of Concept Program », 14 octobre 2009.  
ASSAYAG, Jackie, "Militariser l'anthropologie ou "anthropologiser" les militaires" in « L'anthropologie en guerre », *L'Homme* 3/2008 (n° 187-188), pp. 149-162.  
GONZALES, Roberto J., *American Counterinsurgency: Human Science and the Human Terrain*, Prickly Paradigm Press, 2009.  
McFATE, Montgomery, *Role and Effectiveness of Socio-cultural Knowledge for Counterinsurgency*, Alexandria, VA: Institute for Defense Analysis, July 2007; limited distribution.  
BELL, Colleen, « War by Other Means : The Problem of Population and the Civilianisation of Coalition Interventions », Department of Politics University of Bristol, Working Paper n°2, 2009.  
<http://www.bristol.ac.uk/politics/workingpapers/02-09cbpaper.pdf> (consulté le 10 mai 2010).

avril/août 2010

## LA PRISE EN COMPTE DE LA DIMENSION RÉGIONALE DU CONFLIT

Beaucoup d'États voisins de l'Afghanistan ont une influence ancienne dans certains secteurs afghans et poursuivent des objectifs qui peuvent être contraires aux buts de la coalition. L'influence et les intérêts de ces États, les relations qu'ils entretiennent avec les États de la coalition – les États-Unis notamment- mais aussi les perspectives de résolution régionale de la crise afghane donnent lieu à une réflexion riche qui fait d'ailleurs écho à un intérêt politique de plus en plus marqué pour le dialogue régional.<sup>18</sup> Ce document est l'occasion d'observer plus particulièrement les acteurs pakistanais, indien, chinois et iranien qui pourront compter dans la résolution de la crise.

CORBIN, Jane, communication donnée lors de la conférence « Beyond the surge : A political Strategy for Afghanistan ? » de Carnegie Endowment, le 28 janvier 2010 à Londres.

[http://carnegieendowment.org/files/corrected\\_-\\_%20London%20conference%20on%20Afghanistan%20-%20transcript.pdf](http://carnegieendowment.org/files/corrected_-_%20London%20conference%20on%20Afghanistan%20-%20transcript.pdf) (consulté le 28 avril 2010).

MIR, Haroun, « The Afghan Conflict and the Regional Countries » in BEHURIA, Ashkor K. (sous la dir. de), *South Asia : The Quest for Regional Cooperation*, Institute for Defence Studies and Analyses, pp. 143-156. Disponible sur : <http://idsa.in/book/SouthAsiatheQuestforRegionalCooperation> (consulté le 5 juin 2010).

SZLAJFER, Henryk ; SKALSKI, Szymon ; ANANICZ, Mateusz ; CHAPPELL, Gareth , MENHISAK, Marek ; STRACHOTA, Krzysztof., *Future scenarios for the conflict in Afghanistan: a regional perspective, reports and analyses*, Centre for International Relations, 5 Mars 2010.

[http://csm.org.pl/fileadmin/files/Biblioteka\\_CSM/Raporty\\_i\\_analzy/2010/Reports%20and%20Analyses%20Future%20Scenarios%20for%20the%20Conflict%20i.pdf](http://csm.org.pl/fileadmin/files/Biblioteka_CSM/Raporty_i_analzy/2010/Reports%20and%20Analyses%20Future%20Scenarios%20for%20the%20Conflict%20i.pdf) (consulté le 15 mai 2010).

### Pakistan<sup>19</sup>

Jugée malencontreuse par ceux qui déplorent une négation des particularités nationales, la dénomination « **AfPak** » reflète la certitude acquise ces dernières années que la crise afghane est très étroitement liée aux agissements d'acteurs pakistanais. La nomination de représentants spéciaux pour l'Afghanistan et le Pakistan (l'envoyé spécial américain Richard Hollbrooke nommé en 2009 par exemple) témoigne du fait que dans l'esprit des décideurs politiques, la crise n'est plus limitée au seul territoire afghan mais s'étend aussi à la puissance nucléaire voisine qui, finalement, est de plus en plus désignée comme étant l'épicentre des troubles. L'idée d'une perspective régionale de résolution de crise s'impose donc dans les travaux sur le sujet mais certains auteurs tels Hilary Sinott soutiennent toutefois que différents espaces doivent être considérés particulièrement : l'Afghanistan, la région frontalière et le Pakistan.

ÉTIENNE, Gilbert, « Afghanistan/Pakistan : de redoutables engrenages », *Politique étrangère*, n°1, Printemps 2010, pp. 67-81.

RACINE, Jean-Luc, « Obama, la "longue guerre" et la question afghano-pakistanaise », *Hérodote*, n° 132, janvier 2009, pp. 23-46.

SYNOTT, Hilary, « What is Happening in Pakistan? », *Survival*, 51: 1, 2009, pp. 61-80.

Il est largement reconnu que le Pakistan, à la recherche de profondeur stratégique, souhaite un Afghanistan stabilisé mais dont le gouvernement lui soit favorable. De même, il est avéré que le Pakistan a mêlé manipulations en sous-main et lutte effective et officielle contre les insurgés. Si l'armée pakistanaise a collaboré à la traque des insurgés sur la frontière dès les premières années du conflit, certains acteurs pakistanais dont les services secrets pakistanais (*Inter Services Intelligence –ISI-*) ont parallèlement soutenu ces individus. Seth Jones et Ahmed Rashid ont analysé depuis 2001 les **collusions existantes entre ISI et insurgés**. Après avoir soutenu

<sup>18</sup>. Notons toutefois que d'autres États tels que la Russie ou l'Arabie Saoudite retiennent l'attention de certains auteurs.

<sup>19</sup>. La question du rôle du Pakistan dans le conflit afghan fait l'objet d'une littérature particulièrement riche dont ce document ne saurait rendre compte. Basés sur quelques références, nous tenterons de refléter cependant les points saillants de cette réflexion.

## avril/août 2010

L'implantation d'Al Qaida au Nord-Waziristan, avoir hébergé Gulbuddin Hekmatyar et Haqqani puis avoir favorisé la constitution des « néo-taliban » au cours des premières années du conflit afghan, l'ISI aurait assisté la réintroduction de ces nouveaux insurgés sur le territoire afghan. Il faut attendre quatre à cinq ans avant que les États-Unis ne fassent référence publiquement<sup>20</sup> à ces sanctuaires et aux connexions tissées depuis le Pakistan entre Al Qaida et ses partisans nord-africains, européens et moyen-orientaux. Il est par ailleurs reconnu que le sanctuaire taliban est implanté à Quetta et que les reliquats de la direction d'Al Qaida sont présents au Pakistan.

JONES, Seth, « In the Graveyard of Empires : America's war in Afghanistan », W. W. Norton & Company, 2009.  
RASHID, Ahmed, *Le retour des taliban*, Delavilla, Paris, 2009.

L'insurrection s'est donc développée au-delà de la frontière afghane et un **mouvement taliban pakistanais** s'est constitué, devenant rapidement une menace intérieure importante qui s'est imposée comme objet d'étude pour les observateurs du conflit afghan. La nécessité de combattre cette mouvance est alors plus évidente mais la faiblesse du régime et la perspective du retrait américain en 2011 entravent les capacités des Pakistanais à obtenir des résultats.

MALEY, William, *The Afghanistan Wars*, Palgrave, MacMillan, 2002.  
SYNOTT Hilary, *op.cit.*

Le **sort du Pakistan est lié à l'action de la coalition** dans le conflit afghan soulignent de nombreux auteurs. Pour certains, la présence des forces de la coalition en Afghanistan conditionne en partie l'efficacité de la lutte sur le sol pakistanais. Un désengagement américain du théâtre afghan peut être perçu par les officiels pakistanais comme le signe qu'ils ont tout intérêt à passer des marchés avec les militants islamistes. Ces derniers pourront alors renverser Kaboul et Islamabad et planifier des actes de terrorisme international.

BOOT, Max, CORDESMAN ; Anthony H., « Sanctum FATA », *The National Interest*, n°101, mai-juin 2009.  
BOOT, Max, « How to Win in Afghanistan, We tried the 'offshore' strategy before. The result was 9/11 », *The Wall Street Journal*, 2 septembre 2009.  
<http://online.wsj.com/article/SB10001424052970204731804574388630158193104.html>  
(consulté le 25 avril 2010).  
JAGADISH, Vikram, « Reconsidering American strategy in South Asia: destroying terrorist sanctuaries in Pakistan's tribal areas », *Small Wars & Insurgencies*, 20: 1, 2009, pp. 36 – 65.  
KAGAN, Frédéric, « A Stable Pakistan Needs a Stable Afghanistan », American Enterprise Institute for Public Policy Research, 5 septembre 2009. <http://www.aei.org/article/100986> (consulté le 25 mars 2010).

Pour d'autres auteurs en revanche, si les opérations militaires menées par les militaires pakistanais « nettoient » certaines zones, elles laissent également dans leur sillage une infrastructure dévastée et provoquent de larges déplacements internes de personnes. Sans suivi humanitaire et sans reconstruction consécutive, ces **opérations militaires pourraient perpétuer l'insécurité** et favoriser la croissance de l'insurrection. Le gouvernement pourrait par ailleurs être de plus en plus menacé et délégitimé à mesure que le conflit se poursuit.

JHA, Prem Shankar, « La malédiction afghane du Pakistan », *Politique étrangère*, n°2, été 2008, pp. 335-344.  
KHAN, Ayesha R., « Conceptualizing AfPak : The Prospects and Perils », Asia Program Paper, Chatham House.org, janvier 2010. [http://www.chathamhouse.org.uk/files/15815\\_0110pp\\_khan.pdf](http://www.chathamhouse.org.uk/files/15815_0110pp_khan.pdf)  
(consulté le 2 juin 2010).  
SCHMIDT, John R., « The Unravelling of Pakistan », *Survival*, n°51: 3, 2009, pp. 29-54.

<sup>20</sup> Voir notamment. NEGROPONTE, John D., « Annual Threat Assesment of the Director of National Intelligence », Washington DC : Office of the Director of National Intelligence, 11 janvier 2007, cité dans MALEY William, *op.cit.*

avril/août 2010

## Inde

Les bénéfices de l'implication indienne dans le développement afghan sont difficiles à évaluer semble-t-il, tant la rivalité entre Inde et Pakistan exacerbe les tensions dans la région. De nombreux travaux s'intéressent au **développement de la présence indienne dans l'espace de l'Asie centrale**, en particulier au Tadjikistan ou en Ouzbékistan. La coopération antiterroriste à laquelle elle participe, la lie par ailleurs à plusieurs organisations régionales. Aussi, depuis le 11 septembre 2001, l'Inde a entrepris de se réengager en Afghanistan qu'elle considère comme un « *land bridge* » entre Asie du sud et Asie centrale. New Delhi est devenue l'un des principaux donateurs d'aide dans le pays et les relations commerciales entre les deux États se renforcent. Pour Jane Corbin, l'Afghanistan voit dans sa relation avec l'Inde un moyen de contrebalancer celle qu'elle entretient avec le Pakistan.

CORBIN, Jane, *op.cit.*

GAYER, Laurent, « Le réengagement de l'Inde en Asie centrale », *Politique étrangère*, n°3, Automne 2008, pp. 589-600.

MARIET D'SOUZA, Shanthie, « India's role in Afghanistan & Af-Pak Strategy », intervention au Fellow's Seminar de l'Institute for Defense Studies and Analyzes, 22 janvier 2010.

[http://idsa.in/event/Af-PakstrategyandIndiasroleinAfghanistan\\_smdsouza](http://idsa.in/event/Af-PakstrategyandIndiasroleinAfghanistan_smdsouza) (consulté le 15 mai 2010).

Les travaux sur la question soulignent généralement le fait que le régime afghan est perçu par Islamabad comme étant pro-indien. Aussi, pour certains auteurs, une plus grande implication indienne en Afghanistan pourrait exacerber les tensions régionales et inciter les Pakistanais à passer à l'action en Afghanistan ou en Inde. Pour d'autres, au contraire l'Inde a un rôle stabilisateur et se montre **favorable à une stratégie régionale** commune pour l'Afghanistan.

McCHRISTAL, Stanley, « Comisaf's Initial Assesment », 30 août 2009. Version française dans BIHAN, Benoist ; GOYA, Michel ; SICOURMAT, Camille, « L'axe du moindre mal ? Le plan Obama - Mc Chrystal pour l'Afghanistan », Cahier de l'IRSEM, n 2, mars 2010.

[http://www.irsem.defense.gouv.fr/IMG/pdf/Cahier2\\_Version\\_Final\\_IRSEM.pdf](http://www.irsem.defense.gouv.fr/IMG/pdf/Cahier2_Version_Final_IRSEM.pdf) (consulté le 15 mai 2010).

RACINE, Jean-Luc, « Post-Post-Colonial India: From Regional Power to Global Player », *Politique étrangère*, 2008/5-2008/3, Hors série, pp. 65-78.

## Chine

Les relations diplomatiques entre Chine et Afghanistan amorcées il y a une cinquantaine d'années, sont traditionnellement bonnes. S'il est indéniable que la Chine est influente en Afghanistan, les travaux sur la question s'interrogent sur les bénéfices tirés par l'Afghanistan de cette relation.

Outre les liens qu'elle entretient avec certains États occidentaux dont les États-Unis, l'Afghanistan met en œuvre une politique multidirectionnelle (Inde, Chine, Russie en premier lieu mais aussi Japon, Turquie, Iran, Pakistan, Arabie Saoudite et Émirats arabes unis) qui, selon Thierry Kellner, lui ménage une certaine marge de manœuvre. Les **contacts politiques entre Pékin et Kaboul** sont toutefois nombreux et son rapprochement avec l'Organisation de coopération de Shangaï (OCS) participe à contrebalancer pacifiquement l'influence américaine en Eurasie. L'approfondissement de ces relations politiques pourrait toutefois se heurter à la proximité de la Chine avec le Pakistan et au manque d'implication chinois en matière de rétablissement de la sécurité en Afghanistan.

La dégradation de la **situation sécuritaire afghane** inquiète pourtant Pékin qui a progressivement haussé le ton, demandant le départ des troupes de la coalition et une solution régionale. La Chine serait préoccupée par l'activisme religieux en Afghanistan et au Pakistan et s'inquiéterait particulièrement de la possible présence de « séparatistes » ouïgours en Afghanistan. Une implication de l'armée chinoise dans les opérations en Afghanistan semble exclue pour l'heure mais François Danjou note que la Chine pourrait participer financièrement à l'effort sécuritaire.

avril/août 2010

Depuis le début du conflit, la Chine **assiste l'Afghanistan**. Selon Thierry Kellner, cette démarche est motivée par le souhait de contrebalancer l'influence de Washington, du Japon ou encore d'États d'Asie centrale. Il s'agit également pour Pékin de confirmer son image de membre responsable du Conseil de sécurité des Nations-Unies et de s'imposer comme acteur de la solidarité à l'égard des pays en développement. Toutefois, l'aide apportée par la Chine ne situe cet État qu'au 25<sup>e</sup> rang des donateurs.<sup>21</sup>

C'est davantage en matière de **coopération économique** que la Chine s'est imposée dans ses relations avec l'Afghanistan explique l'auteur qui expose les avantages et les risques de cette relation. La compétitivité des productions chinoises permet aux Afghans d'accéder aux biens de consommation sur le court-terme mais peut porter préjudice à l'émergence d'une industrie afghane sur le long-terme. De même, l'Afghanistan pourrait devenir un simple fournisseur de ressources minérales, ce qui ne constitue pas une position nécessairement avantageuse. Toutefois la Chine, représente un marché potentiel pour les productions afghanes et une alternative au Pakistan en matière de transport commercial.

DANJOU, François, « Quel rôle pour la Chine en Afghanistan ? », *Questions Chine.net*, 9 février 2010, [http://www.questionchine.net/article.php3?id\\_article=2599](http://www.questionchine.net/article.php3?id_article=2599) (consulté le 12 mai 2010).  
KELLNER, Thierry, « La Chine et l'Afghanistan dans la période post-11 septembre », *Relations internationales*, n°138, février 2009, pp.111-138.

## Iran

Les publications relatives au rôle de l'Iran en Afghanistan révèlent le **rôle ambigu** tenu par ce voisin occidental. L'Iran est concerné par la situation de son voisin, ne serait-ce que pour la production d'opium qui inonde son territoire et de la présence américaine dans son entourage. Aussi, Téhéran fournit une aide au développement et assure le gouvernement afghan de son soutien politique. En 2001, l'Iran joue un rôle utile lors des accords de Bonn note William Maley, mais une année plus tard, le pays est inclus par les États-Unis dans « l'Axe du mal ». Plus récemment, des contacts entre les États-Unis et l'Iran laissaient espérer à de nombreux analystes que Téhéran serait un facteur de stabilisation en Afghanistan. Toutefois, la question des élections présidentielles contestées en Iran, du nucléaire iranien et du souhait de Téhéran de voir les troupes de la coalition quitter l'Afghanistan, entravent ces relations. D'ailleurs, pour certains auteurs, l'Iran participe activement au désordre afghan. Le rapport McChrystal relate ainsi que les forces Qods iraniennes sont suspectées d'entraîner des combattants issus de certains groupes taliban. Des suspicions de transit d'armes entre l'Iran et l'Afghanistan abondent également dans ce sens.

CORBIN, Jane, *op.cit.*  
MALEY, William, *op.cit.*  
McCHRISTAL, Stanley, *op.cit.*

Plusieurs auteurs insistent sur les conséquences d'une **dégradation des relations entre l'Iran et les États de la coalition**. Les liens étroits entre l'Iran et les populations chiites afghanes établies à l'ouest du pays, tout comme la présence iranienne dans les régions non-pachtounes du nord et du centre afghan, font l'objet d'une attention particulière. La menace que représentent ces relations pour les intérêts pakistanais ou pour la coalition en cas de détérioration des rapports avec l'Iran sont examinés. L'irrédentisme baloutche - minorité répartie sur les territoires afghan, iranien et pakistanais- est une autre question potentiellement conflictuelle et un argument supplémentaire pour appeler à un dialogue régional. Certains auteurs soulignent par ailleurs les dangers d'un isolement croissant de l'Iran sur la scène internationale et d'une non-résolution rapide du différend nucléaire.

DJALILI, Mohammad-Reza ; THERME, Clément, « Le flanc Est de l'Iran : opportunités et vulnérabilités », *Politique étrangère*, n°3, automne 2008, pp. 601-612.  
DORRONSORO, Gilles, « L'Otan en Afghanistan –L'avenir incertain du Titanic », *op.cit.*

<sup>21</sup> Voir KELLNER, Thierry, *op.cit.*

avril/août 2010

## LES PROGRÈS DE LA COALITION EN AFGHANISTAN

L'évolution de la démarche adoptée en Afghanistan par la coalition appelle à une mesure de l'efficacité de son action. Cette évaluation implique de définir les objectifs poursuivis, les outils de mesure mais aussi la notion même de réussite d'une opération de paix. Nombre d'auteurs se sont saisis de ces questions tandis que d'autres sont revenus sur les erreurs et lacunes passées pour mieux éclairer le diagnostic dressé.

### La définition des objectifs de la coalition

L'action de la coalition en Afghanistan est hybride. Articulée autour de deux pivots de moins en moins distincts – l'opération *Enduring Freedom* (OEF) et la Fias -, elle poursuit différents objectifs : la traque des dirigeants d'Al Qaida essentiellement pour OEF, la lutte contre l'insurrection, le renforcement des forces nationales de sécurité afghanes et l'amélioration de la gouvernance et du développement socio-économique pour la Fias. La priorité de ces objectifs a par ailleurs pu varier selon l'évolution des rapports de force sur le terrain.

Aussi, à l'instar des opinions publiques des États de la coalition qui ne saisissent pas toujours la complexité de cette mission souvent présentée comme une œuvre de démocratisation et de sécurisation du territoire national, certains chercheurs s'interrogent sur les **buts** poursuivis par la coalition. Le volet *state building* de la mission suscite par exemple des interrogations : cherche-t-on à instaurer un État démocratique ou un État stable en Afghanistan ? L'importance de motivations officielles attribuées à différents États (affirmation au sein de l'Otan, installation en Afghanistan d'une « garnison » sur le long-terme...) est par ailleurs discutée. La pertinence de l'engagement en Afghanistan pour sécuriser les sols nationaux de la coalition est débattue. Pour Gilles Dorronsoro, le conflit en Afghanistan ne rend pas les États-Unis plus sûrs par exemple. Au contraire, le conflit renforce les réseaux radicaux qui ont un agenda mondial.

La question de la définition de **l'ennemi** à vaincre est également problématique. L'ennemi est multiforme puisqu'il regroupe les ennemis initiaux (Al Qaida, le régime taliban) qui ne sont plus présents sur le territoire afghan, et des ennemis dont les agissements n'ont pas motivé la mission initialement (les « néotaliban », les seigneurs de la guerre, les narcotrafiquants, le réseau Haqqani, le *Hizb i Islami Gulbuddin*) et qui n'ont pas le même degré de nuisance. Cette question de la victoire contre l'ennemi pose par ailleurs la question de la pertinence de la destruction de celui-ci, interrogation qui s'inscrit plus largement dans la réflexion sur l'usage de la force en période de stabilisation et dans le cadre d'un combat de contre-rébellion (ou de contre-insurrection).

De VILLAFRANCA, Richard, « Reconsidering Afghanistan : Time for an "Azimut Check" », *Parameters*, Hiver 2008-2009.  
DORRONSORO, Gilles, « Fixing a failed Strategy in Afghanistan », *op.cit.*

### La question du succès d'une opération de paix

La recherche sur les opérations de paix a mis en avant différentes **définitions du succès** de celles-ci. Une définition inclusive du succès prend en compte différents paramètres tels que le rôle de l'opération de paix dans la résolution du conflit, l'apaisement des tensions qui ont conduit au conflit, l'amélioration de la justice sociale, économique ou politique ou encore la pérennité de la paix instaurée. Pour certains chercheurs, une définition aussi large nous condamne à ne constater que des échecs indifférenciés et à ne pas pouvoir identifier des succès de court-terme. Aussi, Kersti Larsdotter, identifie des objectifs intermédiaires comme la démobilisation, le respect des droits de l'homme ou le retour des réfugiés.

avril/août 2010

ANGSTROM, Jan ; DUYVESTEIN, Isabelle (sous la dir. de), *Understanding Defeat and Victory in Contemporary Wars*, London, New York : Routledge, 2007.

GRONO, Nick, « Success in Afghanistan : how to define it, how to make it happen », 2 avril 2008. <http://www.crisisgroup.org/en/publication-type/speeches/2008/success-in-afghanistan-how-to-define-it-how-to-make-it-happen.aspx> (consulté le 28 mai 2010).

LARSDOTTER, Kersti, "Success in peace operations" in « Exploring the utility of armed force in peace operations: German and British approaches in northern Afghanistan », *Small Wars & Insurgencies*, 19: 3, 2008, pp. 356 -358.

PARIS, Roland, « Post-Conflict Peacebuilding », in *The Oxford Handbook of the United Nations*, édité par Thomas Weiss and Sam Daws, Oxford University Press, 2007.

Le débat sur la définition du succès d'une opération de paix révèle que nombre de conditions, relevant autant de la gouvernance que de la sécurité, doivent être réunies pour mériter cette qualification. Les *metrics* tentent de rendre compte de la progression dans ces domaines. Les progrès en matière de reconstruction sont évidents, l'implication des opérations militaires dans le succès du *state building* est en revanche plus délicate à estimer. Il est en outre difficile de savoir si les succès tactiques ont une efficacité opérative ou stratégique.

Si David Kilcullen insiste sur l'importance des *metrics* et de la mesure des progrès pour développer une nouvelle culture opérationnelle, d'autres auteurs remettent en question l'efficacité ou l'utilité même de ces mesures. Anthony Cordesman déplore le manque de transparence dont font preuve les États et les organisations internationales sur les progrès rencontrés par la coalition dans les domaines militaire, économique, politique ou idéologique. Les *metrics* omettent des facteurs qu'il serait intéressant de mesurer selon lui. Richard de Villafranca note par ailleurs, que de nombreux objectifs intermédiaires pluriannuels (« *milestones* ») définis entre 2001 et 2002 en matière de gouvernance principalement, ont été atteints en 2006 alors que la situation sécuritaire se dégradait. La réussite apparente de la mission, au regard de ces indicateurs, ne serait finalement pas corrélée à la stabilité de l'État

CORDESMAN, Anthony H., « The Missing Metrics of "Progress" in Afghanistan (and Pakistan) », Working Draft, CSIS, 2007. [http://aix1.uottawa.ca/~rparis/Cordesman\\_paper.pdf](http://aix1.uottawa.ca/~rparis/Cordesman_paper.pdf) (consulté le 21 mai 2010).

CORDESMAN, Anthony H., « How to Lose a War - and Possibly How to Win One », Center for Strategic and International Studies, 1er mars 2010. <http://csis.org/publication/afghan-metrics> (consulté le 3 juin 2010).

De VILLAFRANCA, Richard, *op.cit.*

KILCULLEN David, « Measuring Progress in Afghanistan » in *Counterinsurgency*, Oxford University Press, USA 2010, pp. 51-77.

## Le diagnostic des failles de la coalition

Si la mesure des progrès est délicate, les difficultés auxquelles sont confrontées les troupes de la coalition depuis 2006 sont évidentes. Nombre de chercheurs sont donc revenus sur les erreurs commises par les forces internationales pour expliquer cet état de fait. Parmi eux, Gilles Dorronsoro identifie trois lacunes principales : une faillite de l'expertise occidentale, un manque de coordination des troupes de la coalition et un projet de *state building* en décalage avec la réalité.

### *Une faillite de l'expertise occidentale*

Sous-estimée ou, au contraire, surestimée, la **menace talibane aurait été mal évaluée** durant les premières années selon certains auteurs. Pour Gilles Dorronsoro, les décideurs politiques comme la majeure partie des chercheurs se seraient concentrés sur Al Qaida et sur la figure de Ben Laden, n'anticipant pas, parallèlement, certaines évolutions telles que le retour à une vie politique fragmentée et le soutien apporté aux taliban par des réseaux religieux et tribaux, y compris pakistanais. La constitution d'une insurrection talibane n'était pas une possibilité largement envisagée durant les premières années du conflit. Certains auteurs au contraire, insistent sur le fait que l'importance du régime taliban a été surestimée car considérée comme le bras armé d'Al Qaida. Outre le manque de clairvoyance à l'égard de l'importance des taliban, **l'aveuglement des décideurs vis-à-vis du rôle du Pakistan** dans le conflit est généralement critiqué par les analystes.

avril/août 2010

La concentration de l'attention américaine et de ses moyens sur le **théâtre irakien** comme la volonté de laisser une « empreinte légère » en Afghanistan est une des erreurs régulièrement pointée dans les ouvrages récents. Ce manque de personnel sur le terrain serait en outre à l'origine de la fuite des chefs d'Al Qaida vers la zone frontalière orientale de Tora Bora, vision cependant relativisée par des historiens militaires américains du *Army's Combat Studies Institute*. Le peu de moyens disponibles en Afghanistan ainsi que la concentration sur l'Irak ont empêché certains dirigeants militaires et diplomates américains sensibilisés aux besoins du *state building* ou à la nécessité d'une extension de la Fias sur tout le territoire, de se faire entendre soutient Ahmed Rashid. L'auteur dénonce une volonté américaine de laisser à Kaboul un gouvernement fantoche et de recourir à des supplétifs sur le terrain pour épauler les forces américaines. Pour Seth Jones, ce manque de soutien au gouvernement central conditionne la montée de la violence à venir. Jusqu'en 2003, les forces américaines sont concentrées sur la frontière afghano-pakistanaise et financent des **groupes tribaux comme forces auxiliaires** explique Gilles Dorronsoro. Pour l'analyste cette démarche participe au désordre qui va se développer dans le pays. William Maley et Ahmed Rashid reviennent notamment dans leur ouvrage sur le recours américain aux services des seigneurs de la guerre parfois impliqués dans le narcotrafic. Maley souligne par exemple que les responsabilités endossées par ces acteurs perturbent le *leadership* tribal traditionnel. Le manque de personnel ainsi que le souci de limiter les pertes humaines amènent par ailleurs, les forces américaines à recourir largement aux **appuis aériens** afin de stabiliser le théâtre en contexte de post-intervention. Cet usage des moyens aériens, générateurs de dommages collatéraux, est dénoncé dans de nombreux ouvrages. Enfin, la faible connaissance des langues locales à cette époque, rend difficile la collecte du **renseignement** par les forces de la coalition.

Army's Combat Studies Institute, *A different kind of war*, Fort Leavenworth. Publication prévue pour le printemps 2010.  
Version provisoire : <http://documents.nytimes.com/a-different-kind-of-war#document/p1>  
BARFIELD, Thomas, « The Roots of Failure in Afghanistan », *Current History*, vol. 107, décembre 2008, p. 410.  
DOBBINS, James F. (Amb.), *After the Taliban: Nation-Building in Afghanistan*, Potomac Books Inc, 2008.  
DORRONSORO, Gilles, « L'Otan en Afghanistan –L'avenir incertain du Titanic », *op.cit.*  
JONES, Seth, *op.cit.*  
MALEY, William, *op.cit.*  
NEUMANN, Ronald E., *The Other War: Winning and Losing in Afghanistan*, Potomac Books Inc., 2009.  
RASHID, Ahmed, *op.cit.*  
STAPLETON, Barbara J., « Security and PRT's in State, Security and Economy in Afghanistan : current challenges, possible solutions », Liechtenstein Colloquium Report Volume III, Liechtenstein Institute on self-Determination, Princeton University, 2008, p. 29.  
[http://www.princeton.edu/~lisd/publications/afgh2008\\_lcm3.pdf](http://www.princeton.edu/~lisd/publications/afgh2008_lcm3.pdf) (consulté le 23 mai 2010).

### *Un manque de coordination entre troupes de la coalition*

Durant les premières années d'existence de la Fias, les alliés des Américains sont concentrés à Kaboul tandis que les forces américaines se déploient sur la frontière pour traquer Al Qaida. Les forces de la coalition manquent alors d'une stratégie coordonnée, particulièrement jusqu'en 2003, note Gilles Dorronsoro. Pour Antonio Giustozzi, les ressources financières et technologiques disponibles ont été extrêmement mal utilisées dans le cadre de l'effort de contre-insurrection mis en œuvre. La coalition a maintenu une posture défensive et réactive laissant l'initiative à l'insurrection. Les changements continus de stratégie militaire ont en outre empêché la réalisation de résultats durables. Daniel Marston, lorsqu'il analyse l'engagement britannique dans le Helmand, souligne qu'un des principaux enseignements à tirer de cette expérience est que les troupes de la coalition ignorent les expériences de campagnes de ce genre vécues par leur armée ou leurs alliés et que cette méconnaissance les met en danger.

DORRONSORO, Gilles, « L'Otan en Afghanistan, l'avenir incertain du Titanic », *op.cit.*  
GIUSTOZZI, Antonio, *Koran, Kalashnikov and Laptop*, London, Hurst and Company, 2008.  
MARSTON, Daniel, *op.cit.*

avril/août 2010

*Un projet de state building en décalage avec la réalité*

Pour Richard de Villafranca, les difficultés rencontrées par la coalition fin 2008, résultent de deux erreurs stratégiques : le projet de *state building* est en décalage avec la réalité, et l'insurrection talibane est considérée comme un problème militaire. Certains auteurs déplorent l'inexistence d'un « plan Marshall » pour l'Afghanistan et dénoncent un flot d'aide sporadique, peu coordonné et lent à arriver. Les **bénéfices de l'aide en période de stabilisation** sont même discutés. Les conclusions d'une conférence du Wilton Park sur le sujet de l'aide et la contre-insurrection ont par exemple souligné les dangers d'un flot d'aide que l'économie ne pourrait absorber ou encore l'efficacité tactique d'une telle aide mais ses limites au niveau stratégique. De même Gilles Dorransoro, souligne une **mauvaise coordination des ONG et des actions de développement**. Pourtant, la coalition est particulièrement vulnérable sur le plan du *state building* note Richard de Villafranca. Les insurgés ne peuvent pas vaincre militairement l'insurrection mais ils peuvent entraver la reconstruction et la mise en place d'une bonne gouvernance, usant ainsi les volontés des acteurs impliqués. Sari Kouvo explique toutefois qu'une **réflexion sur les lacunes** du *state building* est entamée depuis quelques années au sein de la communauté internationale. Il est ainsi reconnu qu'un manque d'attention pour la promotion de l'État de droit – dont la réforme du système de sécurité - durant les premières années a indubitablement conduit à l'explosion de la corruption et des organisations criminelles liées au narcotrafic. Par ailleurs, l'auteur ajoute que les difficultés auxquelles se trouve confronté le processus de désarmement et la culture d'impunité qui s'est développée en Afghanistan ont encouragé le développement de politiques plus cohérentes et la promotion de la coordination des acteurs.

De VILLAFRANCA, Richard, *op.cit.*

DORRANSORO, Gilles, « L'Otan en Afghanistan –L'avenir incertain du Titanic », *op.cit.*

KAHLER, Miles, « Statebuilding After Afghanistan and Iraq » in PARIS, Roland ; SISK, Thomas. D., *The Dilemmas of Statebuilding : Confronting the Contradictions of Postwar Peace Operations*, Routledge Security and Governance Series, 2009.

KOUVO, Sari, « State Building and Rule of Law : Lessons from Afghanistan ? », Collège de Défense de l'Otan, division Recherche, Mars 2009. [http://www.ndc.nato.int/download/publications/fp\\_06.pdf](http://www.ndc.nato.int/download/publications/fp_06.pdf)  
(consulté le 2 juin 2010).

TAMAS, Andy, *Warriors and Nation Builders : Development and the Military in Afghanistan*, Institut de leadership des forces canadiennes (Kingston, Ont.), Éditeur scientifique, 2009. Disponible sur :

<http://www.tamas.com/sites/default/files/Warriors%20and%20Nation%20Builders.pdf>

(consulté le 19 avril 2010).

Wilton Park, Conférence « Winning "Hearts and Minds" in Afghanistan: Assessing the Effectiveness of Development Aid in Coin operations », 2010.

<http://www.scribd.com/doc/30908303/In-Afghanistan-Assessing-the-Effectiveness-of-Development-Aid-in-COIN-Operations-1>

(consulté le 13 avril 2010).

avril/août 2010

Volet n°3 :

## La nouvelle stratégie américaine en Afghanistan

Juillet 2010

« Laboratoire de contre-insurrection moderne », le conflit en Afghanistan est définitivement l'objet d'une réflexion riche tant dans le milieu politique que militaire ou académique. Si la définition de l'ennemi, le diagnostic des difficultés ou encore l'élaboration de l'approche globale en Afghanistan ont mobilisé nombre d'analystes ces dernières années, la définition d'une nouvelle stratégie américaine plus récemment a particulièrement polarisé les observateurs. Ce volet propose d'illustrer les débats suscités par ce tournant stratégique, en proposant une sélection de points de vue issus de cette production abondante.

### L'ÉLABORATION DE LA NOUVELLE STRATÉGIE AMÉRICAINE EN AFGHANISTAN

La réflexion engagée par le commandement militaire et politique américain en vue de définir une nouvelle stratégie dura six mois au cours desquels analyses du passé et des doctrines de contre-insurrection sont venues alimenter un débat mené en Europe comme outre-Atlantique.

#### Les débats en amont

##### *L'exploitation des enseignements passés*

Les difficultés récurrentes rencontrées par la coalition en Afghanistan ont amené certains auteurs et décideurs à évoquer d'anciens conflits pour mieux éclairer la situation rencontrée sur le théâtre afghan. Cet intérêt pour les démarches mises en œuvre par le passé face à des menaces similaires était quasi inexistant à l'époque où la rhétorique de la « guerre contre la terreur » prévalait dans les discours politiques note Adam Roberts. Ces dernières années, l'**expérience soviétique en Afghanistan, la guerre du Viêt-Nam ou la seconde guerre d'Irak** ont été régulièrement mis en perspective avec le conflit afghan actuel.

BURRIS, Bradford M., « Applying Iraq to Afghanistan », [smallwarsjournal.com](http://smallwarsjournal.com), 2 juillet 2010. <http://smallwarsjournal.com/blog/journal/docs-temp/467-burris.pdf> (consulté le 3 juillet 2010).

COLLINS, Joseph J., « Planning Lessons from Afghanistan and Iraq », *Joint Forces Quarterly*, n°41, 2006, pp. 10-14.

JOURNAUD, Pierre, "L'héritage du Viêt-Nam dans la guerre en Afghanistan depuis 2001" in « Les crises en Afghanistan depuis le XIXè siècle », Etudes de l'IRSEM n°1, avril 2010.

ROBERTS, Adam, « Chapitre 6 / La "guerre contre le terrorisme" dans une perspective historique », in *Justifier la guerre ? De l'humanitaire au contre-terrorisme*, Presses de Sciences Po, 2005, pp. 155-176.

Si nombre de ces travaux attirent l'attention sur le fait que des erreurs vécues sur ces théâtres sont répétées actuellement en Afghanistan, d'autres auteurs regrettent la surestimation de certains enseignements. La construction d'un « **mythe** » **autour de l'efficacité du surge irakien** est notamment dénoncée par certains auteurs.

avril/août 2010

COLE, Juan, « Obama's surge : Has the President be misled by the Iraq analogy ? », Salon.com, 2 décembre 2009. [http://www.salon.com/news/opinion/feature/2009/12/01/afghanistan\\_surge/index.html](http://www.salon.com/news/opinion/feature/2009/12/01/afghanistan_surge/index.html) (consulté le 2 juillet 2010).  
Mc GOVERN, Ray, « Afghan lessons from the Iraq war », *Consortium News*, 17 novembre 2009. Disponible sur : <http://www.truth-out.org/topstories/111809vh01> (consulté le 2 mai 2010).

### *Le débat entre les différentes approches de contre-insurrection*

La guerre en Afghanistan et plus particulièrement la définition d'une nouvelle stratégie avec l'arrivée de l'administration Obama, ont ravivé le débat opposant deux courants de la contre-insurrection américaine : l'approche directe centrée sur l'ennemi et l'approche indirecte centrée sur la population. Ce débat soulève en outre la question de l'avenir **de chacun des deux volets de la mission** : l'opération anti-terroriste *Enduring Freedom* (OEF) sur la frontière afghano-pakistanaise et la mission de la Force internationale d'assistance et de sécurité (Fias) qui vise à renforcer l'État afghan et à assurer la sécurité sur tout le territoire.

GOMPERT, David C. ; GORDON, John IV (sous la dir. de), « War by other means, building complete and balanced capabilities for counterinsurgency », Rand Corporation, 2009. [http://www.rand.org/pubs/monographs/2008/RAND\\_MG595.2.pdf](http://www.rand.org/pubs/monographs/2008/RAND_MG595.2.pdf) (consulté le 15 juin 2010).  
RID, Thomas, « Les États-Unis en Afghanistan », dans *Annuaire français des relations internationales 2008*, Centre Thucydide, 2008. Disponible sur : <http://www.afri-ct.org/Les-États-Unis-en-Afghanistan> (consulté le 20 juillet 2010).  
ROBERTS, Adam, « Doctrine and Reality in Afghanistan », *Survival*, n°51 : 1, 2009, pp.29- 60.  
RUBIN, Barnett R. ; SAIKAL, Amin ; LINDLEY-FRENCH, Julian, « The Way Forward in Afghanistan : Three views », *Survival*, n°51 : 1, pp.83-96.  
SIMON, Steven ; STEVENSON, Jonathan, « Afghanistan : How much is enough ? », *Survival*, n°51 : 5, pp. 47-67.  
TURITTO, James, « Understanding Warfare in the 21<sup>st</sup> century », *International Affairs Review*, vol. 18, n°3, hiver 2010.  
UCKO, David H., *The New Counterinsurgency Era, Transforming the U.S. Military for Modern Wars*, Georgetown University Press, Washington D.C., 2009.

La première approche, dite « directe », « **anti-terroriste** » ou encore « d'empreinte légère », est une déclinaison de la « révolution dans les affaires militaires » appliquée à la lutte anti-terroriste expliquent Benoist Bihan et Michel Goya. Cette approche qui constitue une alternative à la contre-insurrection telle qu'elle a été expérimentée au Viêt-Nam, se fonde sur l'emploi d'attaques ciblées employant des hautes-technologies contre la structure ennemie. Parallèlement, la formation de forces locales est reconnue comme nécessaire pour déployer au minimum ses propres forces et permettre à l'appareil militaire local de poursuivre les missions anti-terroristes. En Afghanistan, cette approche a été retenue dans le cadre d'OEF. Plusieurs auteurs, partisans de cette approche, encouragent à l'heure actuelle de se concentrer sur la destruction des membres d'Al Qaida, ou du moins de contenir leur influence, en Afghanistan comme au-delà de la frontière afghano-pakistanaise.

BIHAN, Benoist ; GOYA, Michel, "L'axe du moindre mal" in BIHAN, Benoist ; GOYA, Michel ; SICOURMAT, Camille, « L'axe du moindre mal ? Le plan Obama - Mc Chrystal pour l'Afghanistan », Cahier de l'IRSEM, n 2, mars 2010. [http://www.irsem.defense.gouv.fr/IMG/pdf/Cahier2\\_Version\\_Final\\_IRSEM.pdf](http://www.irsem.defense.gouv.fr/IMG/pdf/Cahier2_Version_Final_IRSEM.pdf) (consulté le 15 mai 2010).  
CARPENTER, Ted Galen ; INNOCENT, Malou, « Escaping the graveyard of Empires : A strategy to exit Afghanistan », Cato institute.org, 2009. <http://www.cato.org/pubs/wtpapers/escaping-graveyard-empires-strategy-exit-afghanistan.pdf> (consulté le 20 juillet 2010).  
COHEN, Michael, « Now's not the time to dream of nation building », *Foreign Policy.com*, 28 septembre 2009. [http://afpak.foreignpolicy.com/posts/2009/09/28/nows\\_not\\_the\\_time\\_to\\_dream\\_of\\_nation\\_building](http://afpak.foreignpolicy.com/posts/2009/09/28/nows_not_the_time_to_dream_of_nation_building) (consulté le 15 juillet 2010).  
NELSON, Rick, « The other side of the coin », CSIS, 1er octobre 2009. <http://csis.org/publication/other-side-coin> (consulté le 18 juillet 2010).  
PETERS, Ralph, « Trapping Ourselves in Afghanistan and Losing Focus on the Essential Mission », *JFQ*, issue 54, 3<sup>e</sup> trimestre 2009, pp. 63-66.

Si l'approche directe se concentre sur un ennemi bien défini qui est combattu lors d'attaques ciblées, des dommages collatéraux peuvent tout de même avoir lieu du fait des difficultés du renseignement et du recours aux

## avril/août 2010

moyens aériens. Ces dommages sont l'objet de la principale critique opposée à cette approche. Certains auteurs lui reprochent également de ne pas suffire à l'éradication des réseaux terroristes ou, encore, d'avoir failli à tenir le pays lorsqu'elle a été mise en œuvre en Afghanistan durant l'administration Bush et en Irak avant le mandat du général Petraeus.

KAGAN, Frederic W., « General Injustice », *National Review Online*, 5 octobre 2009. <http://www.aei.org/article/101114> (consulté le 20 juillet 2010).  
O'HANLON, Michael, « Gen. Stanley McChrystal : A General Within Bounds in Afghanistan », *The Washington Post*, 6 octobre 2009. [http://brookings.edu/opinions/2009/1006\\_mcchrystal\\_ohanlon.aspx](http://brookings.edu/opinions/2009/1006_mcchrystal_ohanlon.aspx) (consulté le 20 juillet 2010).

**L'approche de contre-insurrection centrée sur la population**, insiste quant à elle sur la conquête des esprits, voire des cœurs, de la population pour détourner celle-ci de l'insurrection. Cette approche, développée en réaction à des insurrections anticoloniales menées au cours de la guerre froide, a connu un renouveau avec le conflit irakien. Le *Counter Insurgency Field Manual* (n°3-24) publié en 2006 par l'armée américaine et promu par le général David Petraeus –artisan des succès américains de 2007-2008 en Irak, et nouveau commandant de la coalition en Afghanistan- incarne ce courant qui revisite les écrits de David Galula ou de Sir Robert Thompson. L'action militaire est pensée comme étant une partie d'une stratégie plus large visant à rétablir les fondements de la société. Le recours aux sciences sociales est encouragé dans cette approche pour mieux comprendre le terrain et l'ennemi. En Afghanistan, la Fias et son ancien commandant le général McChrystal, ont adopté cette approche destinée à lutter contre l'insurrection sur tout le territoire. L'objectif est ambitieux et nécessite des ressources humaines nombreuses et visibles ainsi que du temps pour parvenir à effriter la résistance. La formation des forces locales est également encouragée.

CHAREYRON, Pierre, « La contre-insurrection à l'épreuve du conflit afghan », *Politique étrangère*, n°1, janvier 2010, pp.83-96.  
DAVIDSON, Janine, « Principles of Modern American Counterinsurgency : Evolution and Debate », The Brookings Institution, 8 juin 2009. [http://www.brookings.edu/~media/Files/rc/papers/2009/0608\\_counterinsurgency\\_davidson/0608\\_counterinsurgency\\_davidson.pdf](http://www.brookings.edu/~media/Files/rc/papers/2009/0608_counterinsurgency_davidson/0608_counterinsurgency_davidson.pdf) (consulté le 1er août 2010).  
FICK, Nathaniel C. ; NAGL, John, « Counterinsurgency Field Manual : Afghanistan Edition », *Foreign Policy*, n° 170, janvier-février 2009, pp. 46-50.  
GUERIN, Alexandre, VALEYRE, Bertrand LTN (R), « De Galula a Petraeus l'héritage français dans la pensée américaine de la contre-insurrection », CDEF, cahier de la recherche doctrinale, 2009.  
KILCULLEN, David, *Counterinsurgency*, Oxford University Press, USA, 2010.  
OLSSON, Christian, « Chapitre 3/ Afghanistan et Irak : les origines coloniale des guerres antiterroristes », in *Au nom du 11 septembre...*, La Découverte, 2008, pp. 50-62.  
OLSSON, Christian, « Guerre totale et/ou force minimale ? Histoire et paradoxes des "cœurs et des esprits" », *Cultures & Conflits*, n°67, automne 2007, pp. 35-62.

L'approche indirecte est critiquée pour la « démesure » de ses objectifs, des moyens qui sont nécessaires ou encore son peu de clairvoyance quant à la possibilité de « conquérir le cœur » d'une population très différente du point de vue culturel. Par ailleurs, certains auteurs tels Edward Luttwak et Thomas Richard déplorent que cette approche centrée sur la protection de la population, s'interdise d'user de moyens de contre-terreur. Le colonel de l'*US Army* Gian Gentile, directeur du département d'histoire de West Point, dénonce le fait que cette doctrine a été largement acceptée sans qu'il n'ait été prouvé qu'elle fonctionne lorsqu'elle est mise en œuvre par une armée étrangère d'occupation. Steven Metz et Franck Hoffman reconnaissent cependant, que si cette actualisation des anciennes doctrines est une étape utile, il faudra aller plus loin encore pour répondre à la menace de la guérilla mondiale fondée sur des motivations religieuses et des réseaux urbains interconnectés.

avril/août 2010

GENTILE, Gian, "Les mythes de la contre-insurrection et leurs dangers : une vision critique de l'US Army" in « Contre-insurrection(s) », *Sécurité globale*, n°10, hiver 2009-2010, pp.21-34.  
HOFFMAN, Frank G., « Neo-Classical Counterinsurgency ? », *Parameters*, vol. 37, n°2, 2007, pp.71-87.  
LUTTWAK, Edward N., RICHARD, Thomas, « Les impasses de la contre-insurrection », *Politique étrangère*, n°40, avril 2006, pp. 849 -861.  
METZ, Steven, « New Challenges and Old Concepts : Understanding 21st Century Insurgency », *Parameters*, vol.37, n°4, hiver 2007-2008, pp.20-32.

Le débat sur la pertinence de l'adoption de l'une de ces approches au détriment de l'autre en Afghanistan se confond finalement avec la **question de l'intérêt stratégique américain dans la région** : la destruction du fief terroriste sur la frontière suffit-elle à anéantir la menace que représentent l'Afghanistan et son voisin pakistanais pour les États-Unis, ou faut-il installer les bases du développement d'un État stable dans un Afghanistan « nettoyé » de son insurrection ? Par ailleurs, les États-Unis seraient-ils menacés par un Afghanistan retourné aux mains des taliban mais où Al Qaida serait sous contrôle ? Qu'ils soutiennent l'une ou l'autre des deux approches, la plupart des analystes s'accordent au moins sur la nécessité d'une traque anti-terroriste en Afghanistan. Certains auteurs remettent toutefois en question la pertinence d'une telle démarche, considérant que les moyens américains alloués à la lutte antiterroriste devraient être consacrés au traitement de foyers émergents d'Al Qaida dans d'autres régions du monde.

NELSON, Rick, *op.cit.*

### La stratégie du général McChrystal et du Président Obama

En juin 2009, le Président Obama décide de remplacer le général McKiernan par le général McChrystal qui prend alors le commandement des forces américaines et de la coalition en Afghanistan. A la demande du Président Obama, le général **McChrystal dresse une évaluation initiale** de la situation sur le théâtre au cours de l'été 2009. Le document dresse le constat d'un échec de la conduite des opérations et propose un plan d'opération en trois phases : l'envoi d'un renfort de 40 000 hommes –inspiré du *surge* irakien- pour mieux tenir le terrain et frapper les esprits, une montée en puissance rapide des forces nationales de sécurité afghanes afin de leur passer le relais au plus vite et, enfin, une normalisation fondée sur une séparation progressive entre la population et l'insurrection.

BIHAN, Benoist ; GOYA, Michel, *op.cit.*  
BOULAUD, Didier ; CHEVÈNEMENT, Jean-Pierre ; de ROHAN, Josselin, « Afghanistan : quelle stratégie pour réussir ? (Mission en Inde, Afghanistan, Pakistan du 22 septembre au 1er octobre 2009) », Rapport d'information n°92, enregistré le 5 novembre 2009.

Le discours du Président Obama tenu le 1<sup>er</sup> décembre 2009 à l'académie de West Point expose la nouvelle stratégie américaine en Afghanistan élaborée après plusieurs semaines de réflexion nourrie de l'évaluation dressée par le général McChrystal. La stratégie proposée par le commandant de la Fias est approuvée dans ses grandes lignes par le président des États-Unis mais des considérations de politique intérieure semblent empêcher le Président de satisfaire pleinement les sollicitations du général McChrystal notent nombre d'analystes : **30 000 hommes supplémentaires** seront dépêchés sur le théâtre à partir du début de l'année 2010 et le quitteront progressivement à partir de mi-2011.

La conférence internationale de Londres du 28 janvier 2010 a confirmé la nécessité d'« **afghaniser** » la gestion du conflit, c'est-à-dire de transmettre relativement rapidement la responsabilité de la gestion de la crise aux autorités afghanes. Cette démarche implique en outre, de mettre l'accent sur la formation des forces afghanes. L'objectif en la matière est d'atteindre 305 600 hommes d'ici octobre 2011 (171 600 pour l'Armée nationale afghane –ANA-, 134 000 pour la police –*Afghan National Police*, ANP).<sup>22</sup> La conférence internationale sur

<sup>22</sup> FROIDURE, Stéphane, « Afghanistan, accompagner les forces de sécurité », *Armées d'aujourd'hui*, n°351, juin 2010, p.38.

avril/août 2010

L'avenir de l'Afghanistan tenue à Kaboul le 20 juillet 2010 est par la suite l'occasion de définir **2014** comme l'échéance à laquelle le gouvernement afghan devra gérer seul la sortie de crise. Pour l'heure, une démarche de réconciliation encouragée lors de ces derniers grands rendez-vous internationaux, se met en place en Afghanistan.

« Allocution du président Barack Obama à la nation : La stratégie d'avenir en Afghanistan et au Pakistan », Eisenhower Hall Theatre, Académie militaire des États-Unis à West Point, New York, le 1<sup>er</sup> décembre. Disponible en français sur : <http://www.america.gov/st/texttrans-french/2009/December/20091201235420ptellivremos0.5568659.html> (consultée le 04 mars 2010).  
KREPS, Sarah, « American Grand Strategy after Iraq », *Orbis*, vol. n°23, Issue 4, septembre 2009, pp.629-645.  
McCHRISTAL, Stanley, « Comisaf's Initial Assesment », 30 août 2009. Version française disponible dans BIHAN, Benoist ; GOYA, Michel ; SICOURMAT, Camille, *op.cit.*

## LE DÉPLOIEMENT DE RENFORTS MASSIFS EN AFGHANISTAN

Destinés à affaiblir rapidement l'insurrection, l'envoi de renforts américains est la mesure la plus visible de la nouvelle stratégie mais aussi celle qui suscite les réactions les plus vives.

### Le *surge* afghan

Dépêchés auparavant par petites vagues successives, les renforts américains prévus dans le cadre du *surge* afghan sont envoyés massivement afin de reprendre l'initiative sur le terrain et d'illustrer la détermination de la coalition. Le **contingent américain en Afghanistan triple** ainsi en l'espace d'un an (de 32 000 à quelques 100 000 hommes)<sup>23</sup> Le *surge* est également **civil** puisque la nouvelle stratégie prévoit le triplement des conseillers civils sur le terrain (spécialistes agricoles, éducateurs, ingénieurs ou juristes etc.)<sup>24</sup>. L'accent est ainsi mis sur l'approche globale et Brian Katulis voit dans cette démarche l'émergence d'un « *smart power* », pilier éventuel d'une doctrine Obama en matière de politique étrangère.

KATULIS, Brian, « A Surge of a Different Sort for Afghanistan », Center for American Progress.org, 1er décembre 2009. [http://www.americanprogress.org/issues/2009/12/katulis\\_afghan\\_surge.html](http://www.americanprogress.org/issues/2009/12/katulis_afghan_surge.html) (consulté le 20 juin 2010).  
KELLY, Terrence K. ; TUNSTALL, Ellen E. ; SZAYNA, Thomas S. ; WEBER PRINE, Deanna, « Stabilization and Reconstruction Staffing Developing U.S. Civilian Personnel Capabilities », RAND Corporation, 2008. [http://www.rand.org/pubs/monographs/2008/RAND\\_MG580.pdf](http://www.rand.org/pubs/monographs/2008/RAND_MG580.pdf)  
STRACHAN, Hew, « Making strategy: Civil-military relations after Iraq », *Survival*, n°48: 3, 2006, pp. 59- 82.

Les **autres États de la coalition sont sollicités** par le Président Obama pour participer à cet effort d'envoi de renforts. Outre la perspective de réduire l'écart entre effectifs envoyés et effectifs demandés par le général McChrystal, cette participation à l'effort permettrait de renforcer la crédibilité de l'Otan en tant qu'alliance mais aussi de montrer aux électeurs américains que les États-Unis ne sont pas les seuls à supporter le coût humain et financier du conflit soutient Fabrice Pothier. Selon l'auteur, les États européens engagés en Afghanistan pourraient renforcer leur effort en matière d'entraînement de la police, de gouvernance locale ou encore de réforme du système pénitentier.

POTHIER, Fabrice, « The Last Chance strategy », Questions and Answers, Carnegie Endowment for International Peace, 2 décembre 2009. <http://www.carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=24253> (consulté le 5 janvier 2010).

<sup>23</sup> TATU, Michel, « Afghanistan : le "surge" », FRS, chronique du 3 décembre 2009.

<http://www.frstrategie.org/barreFRS/publications/chroniques/actualite233.php> (consulté le 15 janvier 2010).

<sup>24</sup> *Idem.*

## avril/août 2010

Les troupes supplémentaires américaines sont principalement destinées à être déployées dans les zones pachtounes d'Helmand et de Kandahar. Une grande offensive de « nettoyage » est ainsi entreprise en Helmand en février 2010. Outre la reprise de **l'initiative** au cours des affrontements, ces renforts doivent participer à la **montée en puissance de l'appareil de sécurité afghan** et donner les moyens à la coalition d'accomplir sa mission de **protection de la population**. Il n'est pourtant plus question de prétendre tenir tout le territoire afghan comme auparavant. Bien que la disponibilité en hommes ait augmentée, la démarche adoptée est de sécuriser certaines zones –les centres de population, le *ring*<sup>25</sup>-, où plutôt de diffuser le sentiment de sécurité au sein de certains segments-clés de la population, capables de convaincre par la suite leur entourage. Rapidement, cette nouvelle position de force devrait permettre en effet un ralliement des indécis ou des éléments les plus modérés à la coalition et, de fait, un **effritement de l'insurrection** expliquent Benoist Bihan et Michel Goya.

La rhétorique de la « **conquête des cœurs et des esprits** » est mise en avant dans l'approche de McChrystal. Le général souhaite changer les mentalités des troupes déployées en Afghanistan afin qu'elles aillent davantage au devant de la population. Cette démarche devrait augmenter les pertes dans le court-terme mais pourrait bénéficier à la stratégie de contre-insurrection à terme explique le général McChrystal dans son évaluation. La démarche, si elle peinera à séduire « les cœurs » des individus, vise au moins à les convaincre qu'il est dans leur intérêt de se rallier au camp gouvernemental. Le déploiement massif d'hommes est crucial dans cette optique si l'on en croit Stathis Kalyvas. Ce chercheur spécialisé sur les questions de violence en contexte de guerre civile démontre que les individus en telle situation soutiennent le camp en position de force sur leur territoire. Dès lors, l'idée selon laquelle les mouvements insurgés ou l'État afghan seraient soutenus dans les régions où la population est en accord avec leurs idées, ne correspondrait pas à la réalité. Si le soutien de la population est conditionné par l'image de puissance que reflète tel ou tel camp, alors le *surge* pourrait contribuer à rallier davantage de soutien à la coalition et à l'État afghan.

BIHAN, Benoist ; GOYA, Michel ; SICOURMAT, Camille, *op.cit.*

EXUM, Andrew, « Obama's War », interview donnée à PBS le 13 octobre 2009. Retranscription disponible sur : <http://www.cnas.org/files/multimedia/documents/Andrew%20Exum's%20Interview%20on%20FRONTLINE%20October%2013,%202009.pdf> (consulté le 17 juillet 2010).

KALYVAS, Stathis N., *The Logic of violence in civil war*, Cambridge University Press, New York, 2006.

KILCULLEN, David, « Deiokes and the taliban » in *Counterinsurgency*, *op.cit.*

MCCHRYSTAL, Stanley, *op.cit.*

### Les réactions suscitées par l'annonce de l'envoi de renforts

Les partisans du *surge* ont salué une décision qui évite les écueils des demi-mesures et la répétition des erreurs du passé. La formation des forces afghanes, la supervision de milices communautaires, la neutralisation des sanctuaires taliban, ou la reprise de l'initiative tactique, sont autant de perspectives rendues possibles par ces effectifs supplémentaires, que ces auteurs saluent. La sécurisation du territoire facilitée par cette initiative devrait contribuer par ailleurs à **renforcer l'État afghan**. Dans cette même dynamique de renforcement de l'État, les forces supplémentaires pourraient lutter contre la corruption suggèrent certains analystes.

KAGAN, Frederick ; KAGAN, Kimberly, « In Afghanistan, Real Leverage Starts with More Troops », *Washington Post*, 27 novembre 2009. <http://www.aei.org/article/101363> (consulté le 14 juillet 2010).

O'HANLON, Michael E., « Four Reasons for More Troops in Afghanistan », *Brookings.edu*, 1er décembre 2009. [http://www.brookings.edu/opinions/2009/1201\\_afghanistan\\_ohanlon.aspx](http://www.brookings.edu/opinions/2009/1201_afghanistan_ohanlon.aspx) (consulté le 17 mai 2010).

<sup>25</sup> La route circulaire, principal axe de communication du pays, relie Hérat, Kandahar, Kaboul et Mazar-i-Sharif.

avril/août 2010

FONTAINE, Richard ; NAGL, John, « Obama's right : We need more troops in Afghanistan », CNAS Comentary, 12 janvier 2009. <http://www.cnas.org/node/3802> (consulté le 18 juillet 2010).

La décision de procéder à l'envoi de renforts a été toutefois critiquée pour divers motifs par des autorités tel que le vice-président Joe Biden, comme par de nombreux analystes. En premier lieu, c'est le nombre d'hommes envoyés en renforts qui fait l'objet d'un débat. Il est en outre reproché au *surge* d'engager la coalition dans une **spirale de guérilla** dont il est difficile de prévoir quand elle prendra fin et qui présente un coût humain et financier important. En outre, certains auteurs soulignent que l'opinion publique des États-Unis mais aussi de nombreux autres États de la coalition, soutiennent de moins en moins cet engagement et qu'il sera ainsi délicat de rester suffisamment longtemps pour constater les bénéfices de la démarche. Par ailleurs, des auteurs mettent en doute l'efficacité d'une initiative qui ne répond pas exactement aux sollicitations du commandant de la Fias. Les renforts sont alors jugés **insuffisants** par certains auteurs tels Seth Jones, Rick Nelson, Adam Roberts qui se réfèrent aux recommandations du manuel *FM 3-24* pour montrer que la densité minimale afin de tenir le terrain (20 hommes pour 1 000 habitants) ne sera pas assurée en Afghanistan malgré le *surge*.

« Assessing the Afghan Surge », Table-ronde d'experts, Council on Foreign Relations, 2 décembre 2009. Compte-rendu disponible sur : [http://www.cfr.org/publication/20877/assessing\\_the\\_afghan\\_surge.html#](http://www.cfr.org/publication/20877/assessing_the_afghan_surge.html#) (consulté le 25 juillet 2010).

JONES, Seth, « US Strategy in Afghanistan », Rand Corporation, avril 2009.

[http://www.rand.org/pubs/testimonies/2009/RAND\\_CT324.pdf](http://www.rand.org/pubs/testimonies/2009/RAND_CT324.pdf) (consulté le 12 juillet 2010).

NELSON, Rick, *op.cit.*

PREBLE Christopher, « Time to leave », *USA Today*, 2 décembre 2009.

[http://www.cato.org/pub\\_display.php?pub\\_id=11023](http://www.cato.org/pub_display.php?pub_id=11023) (consulté le 23 juillet 2010).

ROBERTS, Adam, « Doctrine and Reality in Afghanistan », *op.cit.*

Dans un second temps, c'est l'efficacité même du *surge* et des grandes offensives menées dans le sud qui est mise en doute. Certains auteurs, tels Gilles Dorronsoro ou Michael Cohen, appellent à un **déploiement des forces dans le nord**. Si l'influence des taliban n'y est pas aussi importante que dans le sud ou dans l'est, elle est néanmoins en plein essor grâce à la stratégie d'extension ethnique et géographique de la guerre mise en œuvre par les taliban. Par ailleurs, l'effritement supposé de l'insurrection grâce à l'affaiblissement du soutien populaire est mis en question par Rick Nelson qui soutient que la plupart des financements de l'insurrection proviennent de l'étranger. Anthony Cordesman conteste la pertinence de l'envoi sur le théâtre de **personnels civils** dont il est difficile d'assurer la sécurité et dont l'efficacité n'est pas réellement évaluée. Les chances de succès du *surge* ont été évaluées par Navin Bapat sous le prisme de la théorie des jeux. Il ressort de cette analyse l'idée que si le *surge* n'entraîne pas d'importantes défections dans l'insurrection au cours des deux ans qui le suivent, les États-Unis ne seront pas en mesure de le soutenir plus longtemps et les taliban seront alors dans une position plus favorable qu'à présent pour défier le gouvernement Karzaï. Pour nombre d'auteurs, de telles défections dans un délai aussi court sont improbables. L'**annonce d'un retrait partiel** des troupes américaines à partir de 2011 laisse en effet à penser aux insurgés que la volonté de la coalition est entamée et qu'il suffit d'attendre son départ pour prendre le pouvoir. De plus, ce signal peut être interprété par les alliés et la population comme un signe de faiblesse. Ainsi, la population pourrait se rallier davantage à l'insurrection, qui elle, ne prévoit pas de quitter le territoire. La volonté du Pakistan de lutter contre les insurgés sur son sol pourrait également être entamée.

BAPAT, Navin A., « A Game of Theoretic Analysis of the Afghan Surge », *Foreign Policy A nalysis*, vol. 6, Issue 3, juillet 2010, pp. 217-236.

COHEN, Michael, *op.cit.*

CORDESMAN, Anthony, « CSIS Press Briefing: Anthony Cordesman on Obama's Afghanistan Strategy », retranscription d'interview donnée au Center For Strategic and International Studies le 2 décembre 2009.

[http://csis.org/files/attachments/091202\\_cordesman\\_transcript.pdf](http://csis.org/files/attachments/091202_cordesman_transcript.pdf) (consulté le 28 juillet 2010).

CURTIS, Lisa ; PHILIPPS, James, « President Obama's Afghanistan Speech : An Uncertain Message », Heritage Foundation.org, 2 décembre 2009. <http://www.heritage.org/Research/Reports/2009/12/President-Obamas-Afghanistan-Speech> (consulté le 29 juillet 2010).

DORRONSORO, Gilles, « The taliban's winning strategy in Afghanistan » Carnegie Endowment for International Peace, 2009. [http://www.carnegieendowment.org/files/taliban\\_winning\\_strategy.pdf](http://www.carnegieendowment.org/files/taliban_winning_strategy.pdf) (consulté le 21 avril 2010).

avril/août 2010

LALANNE, Romain, « La nouvelle stratégie d'Obama pour l'Afghanistan : généralisation de la contre-insurrection ou calendrier de retrait inavoué ? », Point de mire, CEPES, vol.11, n°2, février 2010.  
NELSON, Rick, *op.cit.*

## L' "AFGHANISATION" DE LA GESTION DU CONFLIT

La nouvelle stratégie américaine envisage une appropriation de la gestion de la crise par les autorités militaires et politiques afghanes d'ici trois ans. La pertinence, voire la faisabilité, d'une telle « afghanisation » suscitent le débat dans le milieu de la recherche.

### La gestion de la crise confiée aux autorités afghanes d'ici 2014

La **Conférence de Londres** a été l'occasion d'insister sur le rôle que le gouvernement afghan devrait tenir dans les années à venir en matière de sécurité, de développement économique, de gouvernance ou encore de coopération régionale. Il est en effet prévu de passer le relais de la gestion de la crise aux autorités afghanes en 2014. Cette perspective soulève des interrogations au sujet de la **capacité de l'État** à assumer cette responsabilité.

#### *La cohérence de la stratégie américaine en question*

Les lacunes de l'État afghan amènent certains auteurs à douter du succès de la nouvelle stratégie. En effet, l'efficacité de la stratégie de contre-insurrection actuelle est conditionnée par l'existence d'un État-partenaire solide souligne nombre d'auteurs. Certains analystes s'interrogent par ailleurs sur la **cohérence des différentes décisions** américaines en Afghanistan. Pour certains, le *surge*, comme le recours à des acteurs sécuritaires non-officiels, est incompatible avec le renforcement de l'autorité de l'État afghan puisqu'il contribue à saper l'autorité déjà faible des dirigeants. Des doutes sont soulevés par ailleurs sur l'efficacité de l'aide fournie par la coalition pour le renforcement de l'État afghan. Les États-Unis dépêchent des personnels civils sur le théâtre mais disent refuser de s'impliquer dans une démarche de *state building*. Nombre d'auteurs reprochent pourtant à la nouvelle stratégie de poursuivre un tel **effort d'édification de l'État, jugé trop coûteux et irréaliste** au vu du contexte politique afghan.

BANDOW, Doug, « Limits of US Power in Afghanistan », *Korea Times*, 22 novembre 2009. Disponible sur : [http://www.cato.org/pub\\_display.php?pub\\_id=11023](http://www.cato.org/pub_display.php?pub_id=11023) (consulté le 15 juillet 2010).  
CARPENTER, Ted Galen ; INNOCENT, Malou, *op.cit.*  
COHEN, Michael, *op.cit.*

#### *Transformer l'État afghan ou composer avec ses failles ?*

De nombreux analystes plaident pour la mise en œuvre de réformes au sein de l'État. Gilles Dorronsoro doute que le gouvernement Karzaï s'engage dans de telles **réformes** car il est trop dépendant des réseaux qui lui assurent sa réélection. Pour David Kilcullen, il faut organiser une *Loya Jirga* d'urgence qui fasse émerger un Président légitime, capable par la suite de mettre en œuvre les réformes nécessaires. Dorronsoro souligne l'impossibilité d'organiser des élections nationales du fait de la situation sécuritaire et de l'inexistence des institutions censées garantir leur validité.

Richard Fontaine et John Nagl relativisent l'idée selon laquelle l'absence d'un État fiable en Afghanistan compromettrait largement les chances de succès de la coalition. Un problème de légitimité bien pire se posait au gouvernement irakien avant la mise en place du *surge* qui a quand même été qualifié de réussite notent-ils. De plus, l'insurrection en Afghanistan n'est pas mobilisée autour de considérations ethniques et la population est largement opposée à l'agenda politique des taliban, ce qui donne de bonnes chances que l'État parvienne à se rallier la population.

avril/août 2010

Pour Gilles Dorronsoro ou Richard Haas, il n'est pas nécessaire de bâtir une démocratie en Afghanistan pour se prémunir à l'avenir d'attaques transnationales menées depuis l'Afghanistan. Un effort de *state building* est toutefois nécessaire pour édifier un **État capable de défendre ses villes et ses régions stratégiques** soutient Dorronsoro. Pour ce faire, l'auteur recommande de concentrer l'effort de la coalition sur la sécurisation des villes et des axes du nord du pays, région où la démarche de *state building* a le plus de chances de réussir. Richard Haas recommande quant à lui, d'encourager le partenariat entre un gouvernement de coalition et les chefs locaux pour limiter la présence de terroristes.

« Countering Afghanistan's Insurgency : No Quick Fixes », Asia Report n°123, International Crisis Group, 2 novembre 2006. <http://www.crisisgroup.org/en/regions/asia/south-asia/afghanistan/123-countering-afghanistans-insurgency-no-quick-fixes.aspx> (consulté le 2 juin 2010).  
DORRONSORO, Gilles, « Afghanistan : Searching for Political Agreement », Carnegie Endowment for International Peace, avril 2010. <http://www.carnegie.ru/publications/?fa=40584> (consulté le 20 juillet 2010).  
DORRONSORO, Gilles, « Afghanization », *The national Interest*, 23 septembre 2009. Disponible sur : <http://carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=23873&prog=zgp&proj=zsa> (consulté le 15 juillet 2010).  
FONTAINE, Richard ; NAGL, John, « Counterintuitive Counterinsurgency », *Los Angeles Times*, 10 décembre 2009. Disponible sur : <http://cnas.org/node/3514> (consulté le 12 juillet 2010).  
HAAS, Richard, « In the Afghan War : Aim for the middle », *Washington Post*, 11 septembre 2009. Disponible sur : [http://www.cfr.org/publication/20383/in\\_the\\_afghan\\_war\\_aim\\_for\\_the\\_middle.html](http://www.cfr.org/publication/20383/in_the_afghan_war_aim_for_the_middle.html) (consulté le 14 juillet 2010).

*Une alternative : « l'afghanisation par le bas »*

Certains auteurs recommandent de solliciter davantage, voire exclusivement, les acteurs locaux – communautés, chefs traditionnels- dans cet effort d' « afghanisation » de la gestion du conflit. Cette démarche permettrait selon eux, de ne pas avoir à construire un État afghan qui n'a jamais existé auparavant ou éviterait autant que possible à la coalition de se confronter à l'hostilité de la population. Plusieurs auteurs appellent à une meilleure **implication des acteurs locaux dans le maintien de la sécurité**. Pour Seth Jones, il est par exemple possible d'exploiter les griefs tribaux de certaines communautés pachtounes pour encourager ces dernières à contester l'autorité des taliban et à prendre en charge les tâches de sécurité et de justice dans leur région.

JONES, Seth, *In the Graveyard of Empires : America's war in Afghanistan*, W. W. Norton & Company, 2009.  
JONES, Seth, « Path to a Pashtun Rebellion in Afghanistan », *Washington Post online*, 2 octobre 2009. Disponible sur : <http://www.rand.org/commentary/2009/10/02/WP.html> (consulté le 15 juillet 2010).

## La montée en puissance de l'appareil de sécurité afghan

L'objectif fixé en matière de développement des Forces nationales de sécurité afghanes (FNSA) –police et armée confondues- est de passer de **193 000 hommes en 2009 à 305 000 en octobre 2011**<sup>26</sup> grâce à un important effort de formation. Les répercussions de cet effort devraient être triple expliquent Michel Goya et Benoist Bihan : la sécurité devrait augmenter, l'aide au développement sera plus facile à mettre en œuvre et les forces afghanes seront davantage disponibles pour combattre les bastions insurgés. En outre, l'amélioration de la situation devrait participer à la séduction des indécis.

Pour l'heure, le rythme annuel de formation des forces afghanes est de 26 000 hommes. L'armée nationale afghane –ANA- compte 110 000 militaires et la police nationale afghane –*Afghan National Police*, ANP- 100 000 policiers.<sup>27</sup>

<sup>26</sup> BIHAN Benoist, GOYA Michel, *op.cit.*

<sup>27</sup> FROIDURE, Stéphane, *op.cit.*, p.38.

avril/août 2010

AYUB, Fatima ; KOUVO, Sari ; WAREHAM, Rachel, « Security Sector Reform in Afghanistan », Initiative for Peace building, International Center for Transitional Justice, avril 2009.  
CORDESMAN, Anthony H ; MAUSNER, Adam ; KASTEN, David, « Winning in Afghanistan : Creating Effective Afghan Security Forces », CSIS Books, Washington D.C., 2009.  
[http://csis.org/files/publication/090527\\_Cordesman\\_Winning%20Afgha\\_web.pdf](http://csis.org/files/publication/090527_Cordesman_Winning%20Afgha_web.pdf) (consulté le 10 juillet 2010).  
JONES, Seth G., "Afghan Government and Security Forces" in « Counterinsurgency in Afghanistan », Rand Corporation, 2008, pp. 67-87. [http://www.rand.org/pubs/monographs/2008/RAND\\_MG595.pdf](http://www.rand.org/pubs/monographs/2008/RAND_MG595.pdf) (consulté le 10 juillet 2010).  
SEDRA, Mark, « Security sector reform in Afghanistan : The slide towards expediency », *International peacekeeping*, vol. 13, no. 1, mars 2006.  
TREMBLAY, Marie-Michèle, « L'Armée nationale afghane et la Police nationale afghane : Les efforts de reconstruction », Institut québécois de hautes études internationales, Université de Laval, avril 2008. Disponible sur : [http://www.psi.ulaval.ca/fileadmin/psi/documents/Documents/Travaux\\_et\\_recherches/L\\_ANA\\_et\\_la\\_PNA\\_Les\\_efforts\\_de\\_reconstruction.pdf](http://www.psi.ulaval.ca/fileadmin/psi/documents/Documents/Travaux_et_recherches/L_ANA_et_la_PNA_Les_efforts_de_reconstruction.pdf) (consulté le 21 juillet 2010).

### *État des lieux de l'armée afghane*

Les objectifs de progression de l'appareil de sécurité provoquent le scepticisme de certains observateurs. Si la formation de l'**armée afghane** est généralement reconnue comme efficace, elle n'atteint pas pour autant le « rendement » nécessaire à l'atteinte des objectifs dans les délais prévus. Un tiers des unités afghanes de l'ANA sont aujourd'hui autonomes.<sup>28</sup> Plus de sept milliards de dollars ont été engagés au cours des dernières années pour équiper l'ANA, et il faudra encore plusieurs milliards de dollars par an pour entretenir une armée forte de 171 000 hommes.<sup>29</sup>

L'armée afghane est confrontée à divers problèmes recensés dans divers travaux. La question de la désertion en premier lieu, dont l'ampleur s'atténue toutefois (1,5% par mois de désertion en 2006 contre 50% pour le premier bataillon)<sup>30</sup>, est une préoccupation récurrente. Par ailleurs, l'illettrisme, les rivalités ethniques au sein de l'institution, la consommation de stupéfiants ou l'aptitude à la contre-insurrection sont autant d'objets de questionnements pour certains analystes sceptiques. Antonio Giustozzi souligne par ailleurs qu'il est difficile de recruter de nouveaux soldats au sein d'une population peu nombreuse et que les segments les plus éduqués restent peu sensibles aux perspectives de carrière offertes par l'armée. L'idée d'établir un système de **conscription** est développée par certains chercheurs ou décideurs pour pallier ces lacunes. Un tel système pourrait permettre de recruter largement, de former une partie de la population, et de réduire le recours aux milices. Giustozzi note toutefois que les unités de combat devraient être composées de volontaires et qu'il faudrait permettre aux conscrits de servir dans leur province pour éviter les désertions.

GIUSTOZZI, Antonio, « The afghan national Army, Unwarranted Hope ? », *The Rusi Journal*, décembre 2009, vol. 154, n°6, pp.36-42.  
CARPENTER, Ted Galen ; INNOCENT, Malou, *op.cit.*

### *L'évolution de la police afghane*

La réussite de la formation de la **police afghane** est plus controversée. L'effort de formation de l'ANP débute en 2003. Selon Seth Jones, cette initiative est éclipsée par la formation de l'armée qui constitue une priorité pour la coalition. Différents travaux sur la police afghane montrent que outre des lacunes au niveau du soutien à la formation, l'ANP est confrontée à divers problèmes internes (toxicomanie et corruption) et à de grandes difficultés à fidéliser ses hommes. Les forces de police sont bien souvent plus loyales aux seigneurs de la guerre locaux, aux chefs de tribus et même aux réseaux criminels, qu'au gouvernement central selon certains auteurs.

<sup>28</sup> *Idem*, p.38.

<sup>29</sup> *Idem*, p.36.

<sup>30</sup> JONES, Seth G., "Afghan Government and Security Forces" in « Counterinsurgency in Afghanistan », *op.cit.*

avril/août 2010

GROSS Eva, "The challenge of police reform" in « Security Sector Reform in Afghanistan : The EU's Contribution », Occasional Paper n°78, EU Institute for Strategic studies, avril 2009, pp.25-35  
. <http://www.iss.europa.eu/uploads/media/op78.pdf> (consulté le 30 juillet 2010).  
International Crisis Group, « Policing in Afghanistan: Still Searching for a Strategy », Asia Briefing, n°85, 18 décembre 2008.  
<http://www.crisisgroup.org/en/regions/asia/south-asia/afghanistan/B085-policing-in-afghanistan-still-searching-for-a-strategy.aspx> (consulté le 30 juillet 2010).  
WILDER, Andrew, « Cops or Robbers ? The Struggle to reform Afghan National Police », Afghanistan Research and Evaluation Unit, Kabul 2007.

### *Les forces auxiliaires afghanes*

Pour pallier le manque d'effectifs de l'appareil de sécurité régulier, des **forces auxiliaires** ont été progressivement mobilisées sur le théâtre (la police nationale auxiliaire créée en 2006, des milices constituées par les forces spéciales, la CIA ou certains gouvernements de la coalition par exemple). Pour certains auteurs, ces entités **mettent en péril la reconnaissance de l'autorité de l'état central** qui ne contrôle pas le monopole des organes de sécurité, et crée une dangereuse compétition dans la sphère sécuritaire. De plus, la coalition est de plus en plus dépendante des potentats locaux pour la protection et la logistique (particulièrement dans le sud) dénoncent certains experts. Seth Jones soutient que l'efficacité de ces entités, tout comme leur loyauté, ne sont par ailleurs pas suffisamment démontrées pour les positionner à des postes parfois clé (surveillance de la frontière, sécurisation de *check-points*). Il souligne par exemple que la police auxiliaire est composée de membres désignés par des anciens chefs de tribus locaux, que l'entraînement à l'entrée dure seulement deux semaines et qu'elle peut être infiltrée par les taliban. Ahmed Rashid note quant à lui, les dérives occasionnées auparavant par le financement de la milice armée afghane. Les armes fournies à ces Pachtounes de la frontière, rémunérés par la CIA pour collecter des renseignements sur Al Qaida, ont pu être revendues aux taliban.

DORRONSORO, Gilles, « A London Fog on Afghanistan », *Foreign Policy*, 5 février 2010. Disponible sur:  
<http://www.carnegieendowment.org/publications/index.cfm?fa=view&id=24823> (consulté le 30 juillet 2010).  
JONES, Seth G., "Afghan Government and Security Forces" in « Counterinsurgency in Afghanistan », *op.cit.*  
RASHID, Ahmed, *Le retour des taliban*, Delavilla, Paris, 2009.

Certains auteurs soulignent toutefois, les opportunités que représentent ces forces auxiliaires. L'armement des chefs militaires locaux et les leaders tribaux est recommandée par Leslie Gelb pour qui le conflit doit se transformer en une guerre afghane où les États-Unis auraient un rôle d'armement, d'entraînement, de division de l'ennemi et de dissuasion. Pour d'autres auteurs, les forces paramilitaires rurales constituent la solution pour sécuriser les campagnes afghanes.

GELB, Leslie, « How to Win Afghanistan », *The daily beast.com*, 5 octobre 2009.  
<http://www.thedailybeast.com/blogs-and-stories/2009-10-05/how-to-win-afghanistan/>  
(consulté le 23 juillet 2010).  
ORR, Allan, « Recasting Afghan strategy », *Small Wars & Insurgencies*, n°20 : 1, 2009, pp. 87-117.

## L'AMORCE D'UN PROCESSUS DE RÉCONCILIATION EN AFGHANISTAN

Quatrième volet de la nouvelle stratégie, la promotion d'un processus de réconciliation est une initiative qui, portée par les Afghans, doit encore définir ses contours. Nombre d'auteurs commentent les avancées et les perspectives de cet ultime levier vers une sortie de conflit acceptable pour la coalition.

avril/août 2010

## La réintégration des combattants insurgés

Une démarche de réconciliation est promue par la nouvelle stratégie afin **d'éloigner l'insurrection de sa base populaire**. Coupés de leur soutien et déstabilisés sur le plan logistique, les mouvements rebelles n'ont alors plus d'autres choix que le ralliement ou la marginalisation expliquent Benoist Bihan et Michel Goya. En permettant aux groupes insurgés de se défaire de leurs liens avec Al Qaida, cette démarche favorise également une **division de l'ennemi** qui était jusque là impossible à concevoir à travers le prisme de la « guerre contre la terreur » note Barnett Rubin.

La démarche entreprise en Afghanistan vise dans un premier temps, à encourager les hommes du rang et les commandants de niveau intermédiaire de l'insurrection à mettre un terme à la violence et à se joindre à un processus de réintégration. Des négociations avec les hauts dirigeants ennemis pourraient être développées ultérieurement ou parallèlement.

BIHAN, Benoist ; GOYA, Michel, *op.cit.*  
RUBIN, Barnett R., "End the War on Terror" in RUBIN, Barnett R. ; SAIKAL, Amin ; LINDLEY-FRENCH, Julian, *op.cit.*, pp.83-96.

La résurgence des affrontements à laquelle est confronté l'Afghanistan dans la période post-accords de Bonn (à partir de 2003 et de manière plus manifeste à partir de 2005) suscite un intérêt particulier pour la réconciliation. Aussi, la distinction entre insurgé « réconciliable » et « irréconciliable » s'est imposée dans les discours de la coalition ces dernières années. La conférence de Londres de janvier 2010 porte la question de la réconciliation au premier rang des préoccupations de la communauté internationale en Afghanistan. Plus de 140 millions de dollars (sur 500 estimés nécessaires)<sup>31</sup> ont été alloués lors de la conférence de Londres aux **programmes de réintégration** destinés à créer des emplois pour les anciens insurgés et à accorder des incitations financières à ceux qui renoncent à la violence. Première étape de ce processus de réconciliation, la « **Jirga de paix** » d'avril 2010 rassemble les chefs tribaux et communautaires de toutes les régions du pays -en particulier ceux qui se sont sentis marginalisés par le processus de Bonn- et invite des États qui, par leur proximité ou leur implication dans le conflit, constituent des partenaires-clés de la sortie de crise.

Michael Semple explique que cette acceptation moderne de la réconciliation vise à **gagner la guerre par une approche politique pacifique**. Il s'agit de mettre un terme aux combats et de créer des relations pacifiques permanentes, qui renversent la tendance qui bénéficiait jusque là aux relations de confrontation.

La perspective d'une réconciliation avec une frange de l'insurrection est envisageable si l'on considère, comme David Kilcullen, que les insurgés ne faisant pas partie du noyau-dur ennemi sont « réconciliables ». Certains auteurs doutent en revanche qu'il soit possible de « retourner » des insurgés moins opposés à l'État afghan qu'aux soutiens internationaux du gouvernement. Gilles Dorronsoro soutient que des tentatives de corruption ou d'amnistie ont déjà été tentées vis-à-vis des commandants locaux lorsque les rapports de force étaient favorables à la coalition, sans qu'elles ne rencontrent aucun succès. Nombre d'insurgés –particulièrement dans le Sud- sont motivés par la défense de valeurs et non la recherche de gains, ils sont en outre profondément opposés au gouvernement et à la coalition et risquent des représailles dissuasives en cas de défection explique l'auteur. **L'idée même que la réconciliation constitue un levier stratégique est mise en doute** par cet analyste qui souligne combien le vivier de recrutement des insurgés est vaste et suffit largement à pallier les défections.

DORRONSORO, Gilles, « Afghanistan : Searching for Political Agreement », *op.cit.*  
KILCULLEN David, *The accidental Guerilla, Fighting Small Wars in the Midst of a Big One*, Oxford University Press, 2009.

<sup>31</sup> Organisation des Nations Unies, Assemblée générale et Conseil de Sécurité, « La situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales », 10 mars 2010.  
[http://www.operationspaix.net/IMG/pdf/NUCS\\_rapport\\_MANUA\\_2010-03-10\\_.pdf](http://www.operationspaix.net/IMG/pdf/NUCS_rapport_MANUA_2010-03-10_.pdf) (consulté le 6 avril 2010).

avril/août 2010

RUTTIG, Thomas, « The Other Side : Dimensions of the Afghan Insurgency: Causes, Actors an Approaches to 'Talks' », Afghan Analyst Network, Juillet 2009.  
<http://www.aan-afghanistan.org/uploads/200907%20AAN%20Report%20Ruttig%20-%20The%20Other%20Side.PDF>  
(consulté le 13 juillet 2010).  
SEMPLE, Michael, *Reconciliation in Afghanistan*, United States Institute of Peace Press, 2009.

### Vers un dialogue avec le commandement de l'insurrection

Des initiatives de négociation avec les chefs de l'insurrection ont déjà eu lieu, notamment en 2007 où le mollah Omar et Hekmatyâr sont contactés par le président Karzaï. Ce dernier évoque même la possibilité pour les taliban de se présenter aux élections et pour le mollah Omar de participer comme ministre à un gouvernement de coalition.<sup>32</sup> Toutefois, plus récemment, Kaboul exclut de négocier avec les taliban qui refusent la nature du régime afghan ou qui entretiennent des liens avec Al Qaida. Gilles Dorronsoro explique que la conférence de Londres a également rejeté cette idée de négociation pour trois raisons : les rapports de force seront davantage favorables à la coalition lorsque tous les effectifs supplémentaires seront présents, les valeurs de l'ennemi sont trop différentes pour négocier avec lui et, enfin, si les négociations politiques échouent, le coût serait trop important pour l'État afghan et la coalition.

#### *Pourquoi négocier ?*

Pour Gilles Dorronsoro, il faut négocier : la coalition doit quitter au plus vite le pays car les pertes humaines ne cessent de croître, le gouvernement Karzaï n'est pas un partenaire fiable, les bastions insurgés perdureront sur le sol pakistanais et, enfin, les forces afghanes ne pourront assurer toute seules leur sécurité dans les délais impartis.

Par ailleurs, certaines démarches de dialogue d'ores et déjà entreprises vis à vis d'interlocuteurs ennemis semblent avoir contribué à **exacerber les divisions au sein de l'insurrection**. Une coopération s'est établie ces derniers mois entre la coalition et la faction de Hekmatyâr qui, selon Karim Pakzad, chercherait à profiter de cette position pour devancer les « taliban » dans l'accession au pouvoir.<sup>33</sup>

DORRONSORO, Gilles, « Faut-il négocier avec les Taliban ? », *Revue Défense et stratégie*, n°25, décembre 2008.  
DORRONSORO, Gilles ; POTHIER, Fabrice, « Beyond the Surge : A Political Strategy for Afghanistan? », Carnegie Endowment for International Peace, 28 janvier 2010. <http://www.carnegieendowment.org/events/?fa=eventDetail&id=2803>  
(consulté le 15 juillet 2010).

#### *Que négocier ?*

Pour la plupart des partisans du dialogue, il faut négocier les conditions du retrait de la coalition. Il s'agit particulièrement d'obtenir un **cessez-le-feu** et des garanties sur **l'impossibilité d'un retour d'Al Qaida** en Afghanistan. Certains auteurs appellent à négocier également un **accès des ONG** à des zones sous contrôle insurgé ou encore un contrôle partiel de la frontière par le gouvernement afghan afin de poser les bases des **futurs opérations de contre-terrorisme** dans la région.

Les avis divergent sur les concessions qu'il sera possible d'accorder à l'ennemi. Pour Barnett Rubin, il faut en premier lieu être capable de lui donner des garanties quant aux **conditions de détention** et aux sanctions imposées par la coalition. La négociation d'un calendrier de **retrait** des troupes de la coalition avec l'ennemi est

<sup>32</sup> *Le Monde*, 29 sept 2007 cité dans DORRONSORO, Gilles, « L'Otan en Afghanistan –L'avenir incertain du Titanic » in *Annuaire français des relations internationales 2008*, Centre Thucydide, 2008.

<sup>33</sup> PAKZAD, Karim, cité dans « Afghanistan: la stratégie de la dernière chance », *Le Figaro.fr*, 8 juillet 2010. <http://www.lefigaro.fr/international/2010/07/08/01003-20100708ARTFIG00581-afghanistan-la-strategie-de-la-derniere-chance.php> (consulté le 8 juillet 2010).

## avril/août 2010

une idée évoquée par certains auteurs qui prônent un départ rapide, une révision des objectifs à la baisse, et qui sont donc prêts à accepter d'être affaiblis par une telle annonce. Pour nombre d'auteurs, la création d'un **gouvernement de coalition** intégrant des éléments de l'insurrection peut être négociée. Pour Gilles Dorronsoro, l'intégration d'éléments insurgés dans le gouvernement aurait d'ailleurs des conséquences intéressantes puisque le Pakistan perdrait une partie de son contrôle sur l'ennemi et que le conflit, s'il s'apaise, ne permettrait plus à Al Qaida de détourner l'attention des États-Unis de ses véritables foyers. Plusieurs auteurs s'interrogent sur la possibilité d'étendre l'**amnistie** dont peuvent bénéficier des combattants dans le cadre du processus de réconciliation. Si la perspective peut séduire une partie de l'insurrection, elle risque d'éroder les droits humains fondamentaux qui ont été consolidés au cours des dernières années et pourrait remettre en question la cohérence de l'action de la coalition et de son partenaire afghan.

BYMAN, Daniel, « Talking with Insurgents : A Guide for the Perplexed », *The Washington Quarterly*, Vol. 32, n°2. pp.125-137. [http://www.twq.com/09april/docs/09apr\\_Byman.pdf](http://www.twq.com/09april/docs/09apr_Byman.pdf) (consulté le 2 juillet 2010).

DORRONSORO, Gilles, « Afghanistan : Searching for Political Agreement », *op.cit.*

LIEVEN, Anatol, « How the West can exit the afghan Quagmire », *Financial Times*, 5 octobre 2009.

Disponible sur :

[http://www.newamerica.net/publications/articles/2009/how\\_the\\_west\\_can\\_exit\\_the\\_afghan\\_quagmire\\_13556](http://www.newamerica.net/publications/articles/2009/how_the_west_can_exit_the_afghan_quagmire_13556) (consulté le 31 mai 2010).

RUBIN, Barnett R., "End the War on Terror", *op.cit.*

*Dans quelles conditions négocier ?*

Le bénéfice stratégique des négociations dépend également des conditions dans lesquelles elles sont menées. Pour David Kilcullen, cette réconciliation doit se faire en position de force sinon celle-ci sera vue comme un aveu d'échec par les taliban. Gilles Dorronsoro recommande en revanche que la coalition se mette en contact avec les taliban le plus rapidement possible car le temps ne joue pas en sa faveur et que la situation va se détériorer faute de négociations.

Les analyses divergent sur la question des **parties-prenantes** aux négociations. Pour Gilles Dorronsoro, des négociations initiales doivent inclure seulement les acteurs essentiels, à savoir le gouvernement Karzaï, le Pakistan, les « taliban » et les États-Unis (il est délicat selon lui de déterminer s'il faut inclure le Hezb-i-islami). La question de la **médiation** est également soulevée. Si Dorronsoro envisage une phase de contact secret sous les auspices du Pakistan, suivie de négociations encadrées par les Nations-Unies, d'autres auteurs s'interrogent sur le rôle de facilitateur que pourraient jouer la coalition ou encore l'organisation de la conférence islamique.

DORRONSORO, Gilles, « Afghanistan : Searching for Political Agreement », *op.cit.*

RUTTIG, Thomas, *op.cit.*